

Améliorations proposées au Cadre des opérations régionales

Document de travail

**12^{ème} Reconstitution des Ressources du FAD
Février 2010
Le Cap, Afrique Du Sud**



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé analytique

Le continent africain se caractérise essentiellement par une économie fragmentée, des coûts de transaction élevés, de faibles niveaux de productivité et de compétitivité et une infrastructure sous-développée (aussi bien l'infrastructure dure ou physique que l'infrastructure souple comme des politiques harmonisées et des institutions efficaces). Une intégration régionale efficace est indispensable à la promotion de la croissance et à la réduction de la pauvreté. En tant que principal pourvoyeur de fonds pour les projets d'intégration régionale et de biens publics régionaux en Afrique — environ 20 % de l'ensemble de l'aide publique au développement — le Fonds africain de développement est bien placé pour répondre aux demandes d'opérations régionales formulées par ses clients. Pour orienter les interventions du Fonds, ses actionnaires ont adopté un nouveau Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales en mars 2008 et une stratégie d'intégration régionale en février 2009. Ces deux documents définissent i) les priorités stratégiques du Groupe de la Banque, à savoir, les infrastructures régionales, les biens publics régionaux et le renforcement des capacités ; et ii) les modalités de financement qui insistent sur le rapport entre les financements, d'une part, et la performance et l'engagement des pays, d'autre part.

La participation du FAD aux opérations régionales s'est bien déroulée pendant le FAD-11. Plus de 1,3 milliards d'UC auront été approuvés pour 28 opérations régionales d'ici la fin de 2010 : 83 % dans le secteur de l'infrastructure et 20 % dans celui des biens publics régionaux. Ces investissements comprennent la construction d'importantes voies de transport, comme la route Mombasa - Nairobi - Addis-Abeba sur le corridor nord-sud, et la mise en place de pools énergétiques régionaux, notamment l'interconnexion des pays des Lacs équatoriaux du Nil. Ces investissements, conjugués aux opérations régionales relevant des précédentes reconstitutions du FAD, devraient contribuer à l'amélioration de l'accès de 34 millions de personnes aux transports sur les 22 000 km de routes nouvellement construites ou réhabilitées, la construction de centrales électriques d'une capacité totale de 2500 mégawatts et l'installation de plus de 1000 km de lignes de transport. En outre, le FAD-11 contribue à la lutte contre les effets néfastes du changement climatique en soutenant les projets pertinents de réservation des écosystèmes du bassin du Congo et du bassin du lac Tchad en Afrique centrale.

Bien que les tendances actuelles et les résultats préliminaires soient encourageants, le Fonds est confronté aux mêmes défis que les autres bailleurs de fonds participant aux opérations régionales. Du fait qu'elles sont plus complexes que les opérations nationales, les opérations régionales requièrent une conception et une préparation plus prolongées et plus approfondies, une coordination plus élaborée et un suivi plus étroit. Néanmoins, la mise en oeuvre et la performance du portefeuille du FAD se sont améliorées depuis le FAD-10, grâce aux enseignements tirés du FAD-11 et à l'amélioration des processus d'affaires, de la qualité à l'entrée, du suivi et de la supervision. Le FAD continuera à parfaire son processus de conception des projets, à renforcer ses dispositions institutionnelles et à superviser et rendre compte de ses opérations régionales de façon plus régulière.

Pour le FAD-12, compte tenu de la forte demande des pays membres régionaux (PMR), la Direction propose le maintien de la sélectivité stratégique du FAD dans les domaines des infrastructures régionales, du renforcement des capacités et des biens publics régionaux. La liste indicative des opérations régionales prévues pour le FAD-12 se chiffre à 5,49 milliards UC et s'inscrit dans la continuité des progrès accomplis au cours du FAD-11, tels que l'achèvement du corridor nord-sud et du Pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest. La liste indicative comprend également de nouveaux projets, tels le Pool énergétique de l'Afrique de l'Est, et des biens publics régionaux comme la conservation des forêts pour promouvoir la croissance à faible émission de carbone et l'adaptation au changement climatique en Afrique. Puisque les demandes d'assistance adressées au FAD dépasseront probablement les ressources disponibles, le Fonds continuera à mobiliser des fonds de diverses manières : i) en recherchant des cofinancements ; ii) en encourageant le secteur privé et d'autres acteurs à soutenir l'intégration régionale de l'Afrique ; et iii) en exploitant des fonds fiduciaires tiers.

Suivant la recommandation de « consolider et innover » faite par les plénipotentiaires pendant la revue à mi-parcours du FAD-11, la Direction ne propose pas des changements majeurs au cadre de politique des opérations régionales du FAD, mais plutôt des améliorations qui rendront le programme plus efficace, plus efficient et plus fructueux. Plus précisément, elle recommande :

1. l'augmentation de l'enveloppe des opérations régionales ;

2. le renforcement du processus de sélection et de priorisation des opérations régionales ;
3. l'amélioration de la qualité à l'entrée et de l'évaluation des résultats des opérations régionales ;
4. un suivi, un examen et des comptes rendus plus systématiques des opérations régionales ; et
5. le renforcement du mécanisme de financement des opérations régionales par le maintien des principes actuels de partage des coûts et l'introduction d'un plafond sur le montant des ressources pouvant être allouées aux opérations de biens publics régionaux, à savoir 15 % de l'enveloppe totale des opérations régionales.

La Direction prie les plénipotentiaires d'examiner et d'approuver ces propositions.

Table des matières

Abréviations et sigles	v
1. Contexte.....	1
2. Mise en œuvre du Cadre des opérations régionales du FAD-11	2
<i>Opérations régionales du FAD-11</i>	<i>2</i>
<i>Évaluation des résultats : suivi de l'évolution des opérations régionales</i>	<i>5</i>
<i>Défis liés à la mise en œuvre des opérations régionales et mesures adoptées par le Groupe de la Banque</i>	<i>10</i>
<i>Expérience et leçons tirées de la mise en œuvre du Cadre des OR au cours du FAD-11</i>	<i>11</i>
3. La liste des opérations régionales proposées pour le FAD-12.....	12
<i>Mettre les ressources du FAD au service de l'intégration régionale</i>	<i>14</i>
4. Propositions en vue du renforcement du cadre des Opérations régionales pendant le FAD-12.....	15
<i>Améliorer la sélection et la priorisation des opérations régionales.....</i>	<i>15</i>
<i>Perfectionnement de la qualité et de l'évaluation des résultats des opérations régionales</i>	<i>18</i>
<i>Suivi systématique de la performance des opérations régionales</i>	<i>20</i>
<i>Mécanisme de financement : dispositions concernant le partage des coûts et les biens publics régionaux</i>	<i>20</i>
5. Recommandations	21
Annexe I: Le Cadre des opérations régionales, la Stratégie d'intégration régionale et les Documents de stratégie d'intégration régionale de la Banque	23
Annexe II: Informations supplémentaires sur les opérations régionales.....	25
Annexe III: Critères de la deuxième étape du processus de sélection et de priorisation renforcé	39

Tableaux

Tableau 1:	Résultats et rendements escomptés des 42 opérations régionales concernant les domaines prioritaires	6
Tableau 2:	Efficacité institutionnelle des opérations régionales pendant le FAD-11	8
Tableau 3:	Pays devant participer aux Opérations régionales du FAD-11, y compris les opérations en réserve active	12
Tableau 4:	Liste indicative des opérations régionales du FAD-12, par rapport aux approbations prévues pour le FAD-11	13
Tableau 5:	Améliorations proposées au processus actuel de sélection et de priorisation des opérations régionales	17
Tableau 6:	Principales mesures d'amélioration de la qualité et des résultats des Opérations du Groupe de la Banque pendant le FAD-11	19

Graphiques

Graphique 1:	Répartition par secteur et par volume des opérations régionales approuvées au cours du FAD-10 et du FAD-11 (y compris les projets en réserve active), en pourcentage du total des approbations.....	3
Graphique 2:	Biens publics régionaux approuvés au titre du FAD-11 (y compris ceux en réserve active), comparés aux Opérations aux coûts partagés, en pourcentage de l'enveloppe des OR.....	4
Graphique 3:	Progrès en matière de rendements régionaux prioritaires.....	6
Graphique 4:	Performance du portefeuille d'opérations régionales du FAD, 2005-2008	9
Graphique 5:	Durée précédant l'entrée en vigueur et le premier décaissement des opérations régionales en cours du FAD, classées selon leur valeur.....	10
Graphique 6:	Répartition géographique des opérations régionales prévues pour le FAD-12	13

Encadrés

Encadré 1:	Le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique.....	4
Encadré 2 :	Deux opérations régionales en cours financées par le FAD	7
Encadré 3:	Réseau de câble sous-marin d'Afrique de l'Est.....	15

Abréviations et sigles

ABP	Allocation de ressources basée sur la performance
BAD	Banque africaine de développement
FAD	Fonds africain de développement
FAD-8	Huitième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-10	Dixième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-11	Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-12	Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
RAPP	Évaluation de la performance du portefeuille par pays
EASSY	Réseau de câble sous-marin d'Afrique de l'Est
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau-Entwicklungsbank (groupe bancaire allemand)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
PIDA	Programme pour le développement des infrastructures en Afrique
CER	Communauté économique régionale
DSIR	Document de stratégie d'intégration régionale
PMR	Pays membre régional
RMF	Cadre d'évaluation des résultats
OR	Opération régionale
BPR	Bien public régional
PACT	Plan d'action à court terme
UC	Unités de compte

AMÉLIORATIONS PROPOSÉES AU CADRE DES OPÉRATIONS RÉGIONALES

1. Contexte

- 1.1 L'intégration régionale est l'un des aspects fondamentaux des activités du Groupe de la Banque africaine de développement et l'une des priorités du Fonds africain de développement. Cette orientation stratégique est conforme à l'engagement ferme des pays africains à faire de l'intégration régionale une réalité, pour stimuler les échanges et la croissance et faire reculer la pauvreté. L'élimination des obstacles à l'investissement dans l'infrastructure matérielle ou physique et dans l'infrastructure souple (cadres réglementaires, politiques harmonisées et institutions efficaces) peut contribuer à accroître la compétitivité et la productivité. Pour preuve, en novembre 2009, l'Étude diagnostique par pays de l'infrastructure en Afrique a montré que les pools énergétiques régionaux constituent le moyen le plus efficace et le plus économique de renforcer les capacités énergétiques de l'Afrique.
- 1.2 Dans ce contexte, les opérations régionales du FAD ont pour principal objectif d'aider les pays africains à réaliser l'intégration économique et améliorer les conditions de vie des populations. Le FAD est en bonne voie pour atteindre cet objectif, car il est le principal bailleur de fonds pour l'intégration régionale et les biens publics régionaux (BPR) en Afrique, avec une contribution de plus de 20 % à l'aide publique au développement pour les opérations régionales depuis 2003.¹ À la faveur de ces avancées, un nouveau Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales (le Cadre des OR) a été adopté pendant la reconstitution des ressources du FAD-11 et approuvé par le Conseil d'administration en mars² 2008. La nouvelle Stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque³ a été approuvée un an plus tard. Ensemble, ces deux documents constituent le fondement de la participation de la Banque aux opérations régionales, car ils définissent : i) les priorités stratégiques de la Banque : infrastructure régionale, BPR et renforcement des capacités ; ii) les critères de sélection des OR ; iii) des critères de sélection et de priorisation axés sur l'impact sur le développement et l'alignement stratégique ; et iv) les modalités de financement qui insistent sur le rapport entre les financements d'une part, et la performance et l'engagement des pays, d'autre part (voir annexe I).
- 1.3 Les opérations régionales du FAD (OR) réalisent les objectifs d'intégration régionale beaucoup mieux que des opérations nationales. Par exemple, le projet routier Mombasa - Nairobi - Addis-Abeba prévoit la construction de nouveaux tronçons d'une longueur totale de plus de 700 km pour achever ce corridor, ce qui accroîtra les échanges de 500 % entre l'Éthiopie et le Kenya de 48 millions USD en 2007 à 200 millions USD d'ici 2017. Parallèlement, le corridor de Nacala (reliant le Mozambique, le Malawi et la Zambie) devrait accroître le volume de marchandises prises en charge par le port de Nacala au Mozambique, de 0,9 millions de tonnes en 2009 à 1,6 millions de tonnes en 2015 ; il améliorerait également le classement du Mozambique sur l'indice de compétitivité mondiale, de 3,1 en 2009 à 4,1 en 2015. En même temps, la Banque est consciente de la rentabilité des écosystèmes transfrontaliers, tels le bassin du Congo, en Afrique centrale. La préservation d'un point de pourcentage supplémentaire de la forêt du bassin du Congo empêcherait l'émission de 230 millions de tonnes de carbone, soit le tiers des émissions annuelles de gaz à effet de serre du Royaume-Uni, qui valent actuellement plus de 500 millions USD sur le marché du carbone.
- 1.4 Le début du FAD-12 est marqué par la crise financière qui a réduit l'accès des pays africains aux sources de financement et aggravé le déficit d'investissement dans l'infrastructure, avec pour corollaire la hausse des demandes d'assistance financière auprès des institutions financières internationales. Dans le même temps, le besoin croissant des ressources du FAD

¹ Banque africaine de développement, 2009. *Nouveau rôle du Fonds africain de développement dans l'infrastructure de l'aide en mutation*, document de la revue à mi-parcours du FAD-11.

² Banque africaine de développement, 2008. *Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales* (ADB/BD/WP/2008/31, 19 février).

³ Banque africaine de développement, 2009. *Stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque pour 2009-2012* (ADB/BD/WP/2009/24, 12 février).

témoigne de l'importance du programme régional du continent. Le coût estimatif des opérations régionales proposées pour le FAD-12 est d'environ 5,49 milliards UC, soit plus du triple du montant qui devrait être approuvé au titre de FAD-11. Comme pour le FAD-11, plus de 80 % de ces projets ont trait à l'infrastructure, en particulier les transports et l'énergie. Les ressources du FAD-12 ont été sollicitées pour le financement de plusieurs opérations : projets d'interconnexion en Afrique centrale, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest; projets de facilitation des échanges en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest ; projets de ponts, de routes et de chemins de fer en Afrique australe et en Afrique de l'Est ; et projets de centrales hydrauliques et éoliennes dans différentes parties du continent. Des demandes de renforcement des capacités et d'autres activités hors investissement ont aussi été enregistrées.

- 1.5 Le changement climatique est un élément supplémentaire à intégrer dans la préparation des opérations régionales du FAD-12. L'Afrique est le continent qui émet le moins de gaz à effet de serre dans l'atmosphère: En 2007, les émissions de CO₂ de l'Afrique tout entière s'élevaient à une tonne, contre une moyenne mondiale de 4,3 tonnes. Bien que sa contribution au réchauffement de la planète soit négligeable, l'Afrique en subit les effets pervers de façon disproportionnée. Le changement climatique pourrait coûter à l'Afrique environ deux points de pourcentage de son produit intérieur brut, et inverser les progrès qu'elle a accomplis vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement. S'exprimant au nom des pays africains lors du sommet de Copenhague, le Premier ministre Meles Zenawi a affirmé que l'Afrique peut contribuer à la recherche de solutions au changement climatique. Il a proposé que des ressources supplémentaires soient mises à la disposition du continent, par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement, pour financer les initiatives d'adaptation et d'atténuation des effets de ce phénomène.
- 1.6 Lors de la revue à mi-parcours du FAD-11, les plénipotentiaires ont convenu qu'il faudrait consolider le cadre politique actuel au cours du cycle du FAD-12, au besoin en l'approfondissant et en le perfectionnant, grâce à l'expérience acquise au cours de la mise en œuvre. Bien que le Cadre des OR et la Stratégie d'intégration régionale s'appliquent à l'ensemble du Groupe de la Banque, ce document met l'accent sur sa mise en œuvre par le FAD et ne présentera des informations concernant d'autres activités du Groupe de la Banque que si elles sont pertinentes. La section 2 du présent document rend compte de la mise en œuvre du Cadre des OR en présentant quelques succès, défis et points susceptibles d'amélioration. La section 3 porte sur les opérations régionales prévues pour 2011-2013. La section 4 propose un Cadre renforcé applicable aux opérations régionales du FAD-12, ainsi que des améliorations soumises à l'examen des plénipotentiaires. La section 5 tient lieu de conclusion.

2. Mise en œuvre du Cadre des opérations régionales du FAD-11

- 2.1 La présente section donne un aperçu des OR engagées dans le cadre du FAD-11 et examine les progrès de celles-ci à trois niveaux. Cet aperçu est suivi d'une analyse des défis rencontrés dans la mise en œuvre des OR et des mesures que le Groupe de la Banque prend pour les relever. Cette section se termine par une présentation des enseignements tirés des opérations du FAD11 et fait des recommandations pour le FAD-12.

Opérations régionales du FAD-11⁴

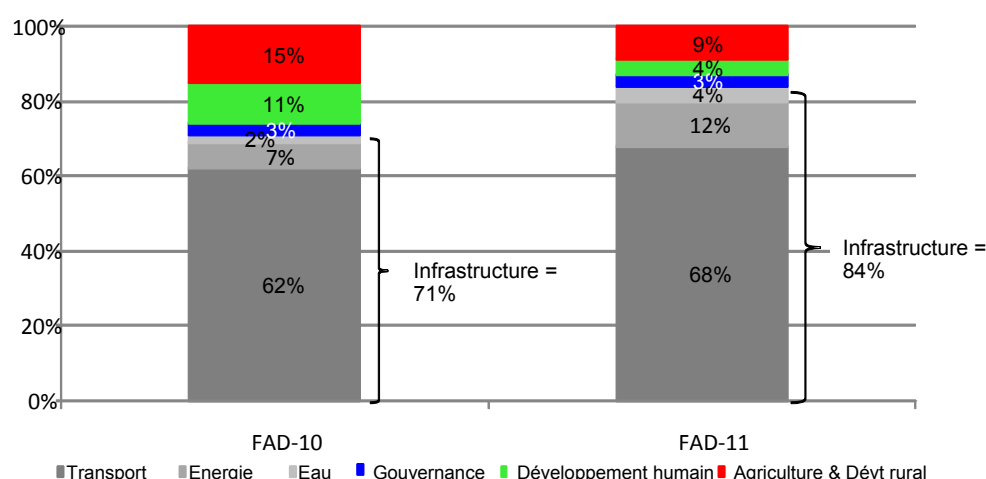
- 2.2 Les besoins et la demande d'opérations régionales des pays FAD sont allés croissants au fil des cycles du FAD. Compte tenu de cette tendance et de la capacité du FAD à mener à bien des OR, les plénipotentiaires ont décidé de leur consacrer une enveloppe spécifique. De 5 % au cours du FAD-8, cette enveloppe représentait 17,5 % des ressources du Fonds pendant le FAD-11, faisant du FAD le principal pourvoyeur de fonds pour les opérations régionales. Le Fonds cofinance également les interventions d'autres institutions et bailleurs de fonds bilatéraux. L'enveloppe du FAD-11 pour les opérations régionales se monte à 965,27 millions UC. Si l'on y ajoute la participation aux coûts financée grâce aux allocations basées sur la performance, le montant total approuvé pour les OR en 2008-2009 était de 1,132 milliard UC.

⁴ Des informations supplémentaires et des cartes concernant les opérations régionales sont disponibles à l'annexe II.

Il devrait être majoré de 189 millions en 2010 (annexe II). Dix-huit pays FAD devraient participer aux opérations régionales prévues pour le FAD-11 (y compris les projets prévus pour 2010). Neuf d'entre eux participeront à plus d'une opération régionale.

- 2.3 Le Fonds a fait des progrès louables dans les deux domaines stratégiques recommandés par le Cadre des opérations régionales : l'infrastructure et les biens publics régionaux. Premièrement, dans le cadre du FAD-11, 16 des 28 opérations devant être approuvées d'ici la fin du cycle relèvent du secteur de l'infrastructure, soit 84 % du volume total des approbations (graphique 1). L'intérêt du Fonds pour l'infrastructure s'est accru au fil du temps.

Graphique 1: Répartition par secteur et par volume des opérations régionales approuvées au cours du FAD-10 et du FAD-11 (y compris les projets en réserve active), en pourcentage du total des approbations

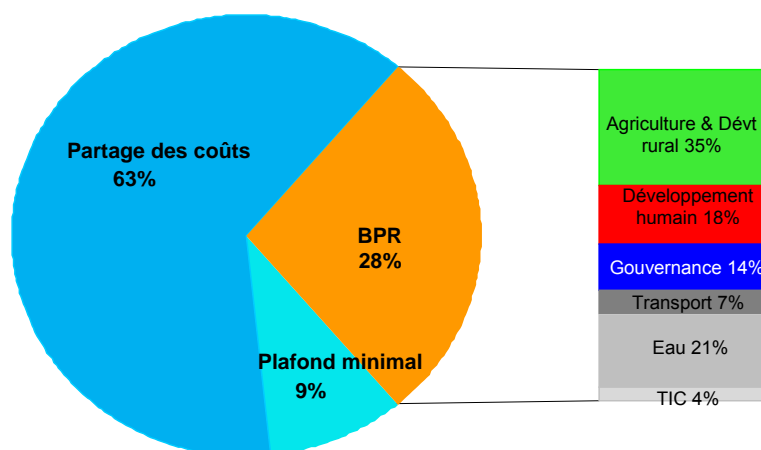


Source : Banque africaine de développement

- 2.4 Deuxièmement, 12 des 28 opérations qui devraient être approuvées d'ici la fin du FAD-11 porteront sur des biens publics régionaux⁵. Il est prévu d'exonérer tous les BPR régionaux du partage des coûts. Le coût des BPR (268 millions UC) sera entièrement supporté par l'enveloppe des opérations régionales et représentera 28 % du volume de cette enveloppe (20 % du montant total alloué aux OR). Les biens publics régionaux relèvent de différents secteurs, dont l'agriculture, le développement humain et la gouvernance (graphique 2). 72 % de l'enveloppe des opérations régionales seront consacrés à des projets aux coûts partagés, dont 9 % pour les opérations menées dans des pays bénéficiant d'une faible allocation basée sur la performance et ne pouvant contribuer qu'à hauteur de 10 % de ladite allocation.

⁵ Un bien public régional est un bien, un service ou une ressource dont les avantages sont partagés par un groupe de pays de la même région, non rivaux (leur exploitation par un pays ne réduit pas la part disponible pour les autres) et non exclusifs (une fois que le bien est exploité par un pays, aucun autre pays ne peut être privé de ses avantages). Le Cadre des OR indique qu'un appui sélectif sera fourni au cas par cas aux biens publics régionaux ayant une dimension publique et régionale, lorsque le rôle de la Banque consiste à financer l'étape initiale du processus de mise en place du bien public, en vue de corriger les facteurs susceptibles d'empêcher la conception ou l'évolution vers le stade de production.

Graphique 2: Biens publics régionaux approuvés au titre du FAD-11 (y compris ceux en réserve active), comparés aux Opérations aux coûts partagés, en pourcentage de l'enveloppe des OR



Notes: TIC = technologies de l'information et de la communication ; BPR = biens publics régionaux ; petit plafond = part des opérations régionales destinées à des pays à faible allocation (la contribution de ces pays au partage des coûts est plafonnée à 10 % de leur allocation).

Source: Banque africaine de développement

- 2.5 Le Groupe de la Banque entreprend et appuie des activités hors financement comme la préparation de projets, le renforcement des capacités, l'assistance technique et la formation⁶. Ces activités sont financées par le budget administratif de la Banque et par des fonds fiduciaires. Comme en témoigne le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) décrit à l'encadré 1, le Groupe de la Banque agit de concert avec les autres partenaires au développement. Il joue aussi un rôle de chef de file dans la mise en œuvre et le suivi de l'initiative d'aide pour le commerce en Afrique, ainsi que dans la promotion de l'intégration financière régionale.

Encadré 1: Le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique

Le **Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA)** est mené en partenariat par le Groupe de la Banque, l'Union africaine et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Les études du PIDA sont financées par un large éventail de bailleurs de fonds, y compris le Fonds africain de développement, le Fonds de coopération technique du Nigeria, l'Union européenne, le ministère du développement international du Royaume-Uni, la Facilité africaine de l'eau, le Fonds du NEPAD pour la préparation de projets d'infrastructure et la Banque islamique de développement. Le PIDA vise à atteindre **trois principaux objectifs** pour 2030 :

- (i) établir une vision stratégique, des objectifs spécifiques et un cadre de politique pour le développement des infrastructures régionales et continentales dans quatre secteurs : l'énergie, les transports, les technologies de l'information et de la communication et les ressources en eau transfrontalières ;
- (ii) mettre en place un programme priorisé de développement des infrastructures continentales ou régionales d'ici 2030 en s'inspirant du cadre stratégique ; et
- (iii) élaborer une stratégie et une procédure de mise en œuvre comprenant un plan d'action prioritaire.

L'étude du PIDA débutera au premier trimestre de 2010 et devrait s'étendre sur 18 mois. Pendant la **Phase I**, un rapport préliminaire relatif aux quatre secteurs de l'infrastructure (qui devra être soumis au milieu de 2010) définira un programme d'investissements physiques et souples (harmonisation des politiques, cadres juridiques et réglementaires, etc.). La **Phase II** comprendra des ateliers consultatifs

⁶ Voir le document de travail de la revue à mi-parcours du FAD-11: *Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des Priorités opérationnelles du FAD*. Octobre 2009. Helsinki, Finlande.

au niveau régional et sectoriel. Ces ateliers permettront d'élaborer le cadre stratégique, le programme de développement des infrastructures et la stratégie de mise en œuvre d'ici la fin de 2010. La **Phase III** consistera à parfaire l'appropriation de l'étude par les parties prenantes, et ses résultats seront présentés en 2011.

Le PIDA prévoit d'intégrer le reste du Plan d'action à court terme du NEPAD (PACT), qui fait actuellement l'objet d'un examen visant à identifier les problèmes et proposer des solutions. De 2002 à 2008, la Banque a financé 47 projets/programmes du PACT pour un montant total de 2,43 milliards USD et mobilisé environ 2 milliards USD, sous forme de cofinancement, auprès d'autres bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, dont la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, la Banque de développement d'Afrique australe, l'Agence française de développement et Kreditanstalt für Wiederaufbau-Entwicklungsbank (KfW).

Évaluation des résultats : suivi de l'évolution des opérations régionales

- 2.6 L'évaluation du progrès des opérations régionales peut se faire de quatre manières : i) évaluation des rendements à l'échelle régionale ; ii) évaluation des résultats et rendements escomptés au niveau national ; iii) évaluation de l'efficacité institutionnelle du FAD ; et iv) évaluation de la performance du portefeuille des OR. Les défis rencontrés pendant la mise en œuvre et les solutions appliquées par la Banque sont présentés dans les paragraphes suivants. Les mesures proposées pour le cycle du FAD-12 figurent à la section 4.
- 2.7 En date du 1^{er} janvier 2010, le portefeuille actif du Fonds comprenait 60 opérations régionales d'investissement public dont la plus ancienne a été approuvée en juin 2001⁷. Le coût total de ces opérations est de 3,9 milliards UC, dont environ 2 milliards fournis par le Fonds seul. Le taux de décaissement pour l'exercice 2009⁸ était de 22 %. Il est presque équivalent au taux de décaissement de l'ensemble des opérations du FAD (21 %) ⁹ et correspond aux taux ciblé par le Fonds pour 2009.
- 2.8 La performance des opérations régionales est suivie grâce au Cadre d'évaluation des résultats (RMF). Le RMF définit une méthodologie d'évaluation des progrès de toutes les opérations du FAD, y compris les opérations régionales, à trois niveaux :
- Niveau 1 : Progrès sur les rendements régionaux prioritaires (tiers 1)
 - Niveau 2 : Contribution des opérations régionales aux résultats opérationnels et aux rendements intermédiaires (tiers 2a)
 - Niveau 3 : Efficacité institutionnelle et performance opérationnelle (tiers 2b)
- 2.9 **Niveau 1** : Progrès sur les rendements régionaux prioritaires Le RMF utilise deux indicateurs pour évaluer l'évolution vers une plus grande intégration régionale : i) la part de l'Afrique dans le commerce mondial et ii) les échanges des pays FAD avec l'Afrique. Les indicateurs régionaux révèlent plusieurs tendances positives entre 2006 et 2008 (graphique 3). Plus précisément, la part de l'Afrique dans le commerce mondial a augmenté de 2,85 à 3,41 %, grâce, en partie, au boom des matières premières et à la flambée des prix alimentaires et pétroliers. Les échanges entre les pays FAD et d'autres pays africains (évalués en dollar américain) ont eux aussi augmenté de 12,6 %, à la faveur de la croissance du commerce mondiale.

⁷ Le Fonds mène également neuf études, quatre opérations dans le secteur privé et deux projets d'appui institutionnel, pour un montant de 72,15 millions UC.

⁸ Le taux de décaissement correspond au ratio de tous les décaissements de 2009 par rapport aux soldes non décaissés au 1^{er} janvier 2009.

⁹ Le taux du FAD est plus avantageux que le taux de décaissement des opérations régionales en Afrique de l'Association internationale de développement.

Graphique 3: Progrès en matière de rendements régionaux prioritaires

Part de l'Afrique dans le commerce mondial (pourcentage)			Échanges des pays FAD avec l'Afrique (milliards USD) (en pourcentage du commerce mondial)		
2008	3,41		2008	0,15	
2006	2,85		2006	0,16	

Part de l'Afrique dans le commerce mondial (milliards USD)			Échanges des pays FAD avec l'Afrique (milliards USD)		
2008	1014,9		2008	43,0	
2006	674,0		2006	38,2	

Source: Banque africaine de développement

- 2.10 **Niveau 2: Contribution des opérations régionales aux résultats et rendements en matière de développement.** Plusieurs acteurs contribuent à la réalisation des rendements à l'échelle nationale ; la contribution d'un seul organisme comme le Fonds se reflète mieux sur les résultats et rendements des opérations menées dans ses domaines prioritaires. À leur tour, ces opérations génèrent des rendements encore plus importants. Le tableau 1 fournit des précisions sur les contributions attendues de 42 des 60 opérations régionales que le FAD mène actuellement dans ses domaines prioritaires¹⁰.

Tableau 1: Résultats et rendements escomptés des 42 opérations régionales concernant les domaines prioritaires

Quelques résultats et rendements	Quantité
Transports	
Personnes ayant un meilleur accès aux transports (nombre)	
routes construites, remises en état ou entretenues (km)	33 556 575
Routes de desserte construites ou réhabilitées (km)	19 551
Ponts construits (nombre)	2350
Énergie électrique	737
Lignes de transport et de distribution construites (km)	
Puissance installée (MW)	1027
Agriculture	2,465
Installations de production et de commercialisation rurales construites ou remises en état (#)	131
Production agricole supplémentaire (tonnes)	3 371 310
Surface d'utilisation des terres améliorées (regarnis, terrains forestiers, espaces paysagers, etc.) (hectares)	13 565 960
Développement humain	
Établissements de santé construits ou remis en état (#)	214
Services sociaux mis en place ou rénovés (écoles rurales, centres de santé, etc.) (#)	1294
Personnes formées (#)	290 153

Note : Ces résultats et rendements ne représentent pas l'intégralité du portefeuille

Source : Banque africaine de développement

- 2.11 Entre autres résultats, les opérations régionales du FAD devraient permettre à près de 34 millions de personnes d'avoir accès à de nouveaux corridors de transport régionaux qui faciliteront les déplacements et développeront les échanges intrarégionaux en raison de la réduction des frais de transport et de la durée du passage des frontières. En outre, grâce à l'installation de plus de 1000 km supplémentaires de lignes de transport, l'accès des ménages à l'électricité augmentera en même temps que les coûts diminueront. Les activités de formation amélioreront les compétences de 290 000 personnes et 11 opérations créeront

¹⁰ Les informations sont tirées des cadres logiques des 42 OR (sur le portefeuille de 60 opérations d'investissement public) pour lesquelles des données étaient disponibles. Étant donné que la majorité des OR sont toujours en cours, ces données concernent les résultats et rendements escomptés, et non les résultats et rendements réels.

des BPR, dont certains pour lutter contre le changement climatique. Parmi ces projets de BPR figurent le programme de développement durable du bassin du lac Tchad (30 millions UC), le programme de conservation des écosystèmes du bassin du Congo (36 millions UC)¹¹ et le projet d'appui institutionnel aux institutions météorologiques africaines (20 millions UC). Bien qu'elles se trouvent encore à un stade précoce, ce type d'opérations montre que l'Afrique peut participer à la lutte contre le changement climatique. Les projets de préservation des forêts en particulier contribuent de façon très économique à la réduction des émissions de carbone tout en améliorant le quotidien des populations. Des exemples d'opérations régionales financées par le FAD sont donnés à l'encadré 2.

Encadré 2: Deux opérations régionales en cours financées par le FAD

Appui institutionnel aux institutions météorologiques africaines (20 millions UC)

Approuvé par le Conseil en novembre 2009, ce projet appuie le programme ClimDev-Africa, dont l'objectif est d'intégrer le changement climatique dans les processus de développement en renforçant les capacités de quatre centres climatiques africains et de chercheurs africains, pour leur permettre de produire et fournir des informations météorologiques pertinentes aux utilisateurs finaux. Actuellement, le manque d'informations dans ce domaine fait que les décideurs africains ne parviennent pas à intégrer le changement climatique et la variabilité du climat dans les politiques économiques et de développement.

Les résultats attendus de ce programme triennal sont notamment la formation de météorologues africains compétents ; la mise au point d'outils et de données météorologiques, tels que des systèmes d'alerte précoce, des systèmes d'information climatologique et des modèles et scénarios climatiques grand public ; et l'amélioration de l'aptitude des utilisateurs finaux à intégrer les informations météorologiques dans la planification du développement. Les bénéficiaires du projet seront quatre centres climatiques régionaux ; les météorologues africains ; les professionnels de la santé, de l'eau et de l'agriculture et d'autres professionnels utilisant les données météorologiques ; et quelque 480 millions d'africains vivant dans 25 pays tributaires de secteurs sensibles aux effets du climat. Les informations générées par le projet seront diffusées à travers les réseaux existants, les organisations non gouvernementales, la société civile et la presse écrite et électronique, y compris les radios communautaires diffusant en langues locales.

Projet de facilitation des transports : le corridor Bamenda - Mamfé - Ekok - Mfum - Abakaliki - Enugu (205 millions UC)

Conformément aux objectifs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), dont celui de créer des corridors de transports pour renforcer l'intégration économique et le commerce régional, le Fonds africain de développement contribue au renforcement de l'efficacité de la chaîne logistique et à l'amélioration des conditions de vie des populations du corridor Bamenda-Enugu qui s'étend du Cameroun au Nigeria. Ce programme a pour buts d'améliorer les transports, stimuler les échanges et renforcer la coopération entre les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et ceux de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en général, et entre le Cameroun et le Nigeria en particulier. Il prévoit notamment i) la construction et le bitumage de 90 km de route, la remise en état de 109 km de route et l'entretien périodique de 192 km de route, notamment par la construction d'ouvrages d'art routier ; ii) la réhabilitation ou la construction d'infrastructures sociales et de marchés, comme des routes de desserte, des hangars, des zones de séchage des produits agricoles, puis la rénovation et la construction de clôtures autour des infrastructures scolaires ; iii) l'élimination des obstacles à la libre circulation des véhicules grâce à l'établissement d'un poste frontalier commun, la réduction du nombre de postes de contrôle et le contrôle de la charge à l'essieu ; et iv) le renforcement des capacités des entités responsables du suivi et de la mise en œuvre du projet. Le programme sera bénéfique aux 11 millions d'habitants du corridor (3 millions au Cameroun et 8 millions au Nigeria), en réduisant le coût du transport et en améliorant l'accès aux services et aux marchés. D'ici 2013, il est prévu que le coût moyen d'exploitation d'un véhicule diminuera de 36 % ; la durée du trajet Bamenda-Enugu baissera de 8 à 12 heures à 5 heures ; les frais de transports chuteront de 40 % et les frais de visa seront soit revus à la baisse soit tout simplement annulés ; la durée moyenne du passage de la frontière diminuera de 12 à 3 heures ; le pourcentage de véhicules surchargés reculera de 80 à 20 % ; le nombre de postes de contrôle entre Bamenda et Enugu passera de 30 à 4 ; la distance moyenne à parcourir à pied pour atteindre une route fréquentée par des véhicules ou un point d'eau potable baissera de 5 à 2 km ; le taux de scolarisation augmentera de 80 % ; et le délai de transport et de traitement des produits agricoles chutera de 30 %.

¹¹ Cf. Voir le document de travail de la revue à mi-parcours du FAD-11: *Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des Priorités opérationnelles du FAD*. Octobre 2009. Helsinki, Finlande.

- 2.12 **Niveau 3 : Efficacité institutionnelle et performance opérationnelle.** Le Cadre des OR contient trois indicateurs de l'efficacité institutionnelle (tableau 2). Le Fonds a accompli des progrès en augmentant le nombre de pays membres régionaux (PMR) disposant d'une Stratégie d'intégration régionale. Les deux Stratégies d'intégration régionale en vigueur (l'une pour l'Afrique centrale et l'autre pour l'Afrique australe) couvrent 22 pays. De plus, les DSRP de huit autres pays consacrent une importante section à l'intégration régionale. Les opérations du Fonds sont alignées sur les initiatives continentales ou régionales. Bon nombre d'entre elles font partie du plan d'intégration régionale du NEPAD ou de celui des communautés économiques régionales (CER). Même si le nombre d'opérations n'a pas augmenté de façon significative au cours des trois dernières années, elles représentent jusqu'à 87 % du volume d'OR financées. Enfin, le Fonds a mobilisé plus de financements conjoints. Ainsi, 17 des 20 opérations approuvées en 2008 et 2009 (soit 85 %) sont cofinancées (annexe II).

Tableau 2: Efficacité institutionnelle des opérations régionales pendant le FAD-11

Indicateur	Valeur de référence 2005-07	Valeur cible 2008-09	Réalisations au 31 décembre 2009
Pourcentage de PMR disposant d'une stratégie d'intégration régionale de la BAD définie soit dans le Document de stratégie pays soit dans le Document de stratégie régionale ^{1/}	26	50	57
Pourcentage d'opérations régionales figurant dans les plans d'intégration régionale du NEPAD ou de la communauté économique régionale	57	67	57
Pourcentage d'opérations régionales cofinancées	48	66	85

















Notes: ^{1/} L'année de la valeur de référence est 2007 et celle de la valeur cible est 2009 ; NEPAD = nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Source: Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales, données de la Banque africaine de développement

- 2.13 L'analyse de la performance opérationnelle des OR du Fonds révèle des tendances positives, dans un certain nombre de domaines (graphique 4). Le Fonds a renforcé son soutien aux opérations régionales entre 2005 et 2008 (les années de lancement respectives du FAD 10 et du FAD 11), multipliant par cinq le montant des ressources allouées à ces opérations et quadruplant la taille de leur portefeuille actif. La taille moyenne du portefeuille des OR s'est appréciée de 200 %, preuve d'une sélectivité accrue et de la priorité que le Fonds accorde aux grandes opérations. La mise en œuvre des opérations régionales s'est également améliorée : le pourcentage de projets supervisés deux fois par an est passé de 27 à 36 % (l'objectif visé pour 2009 est de 50 %) et le nombre de projets à problème a chuté de trois points de pourcentage, à 10,6 % ¹².

¹² Ce pourcentage n'est pas loin de l'objectif de 10 % pour 2009 ; il est inférieur à celui enregistré par l'Association internationale de développement.

Graphique 4: Performance du portefeuille d'opérations régionales du FAD, 2005-2008

Portefeuille actif (millions UC)			
	2008	1393,2	
	2005	333,5	
Approbations (millions UC)			
	2008	517,8	
	2005	85,8	
Taille moyenne des opérations (millions UC)			
	2008	19,9	
	2005	6,7	
Ratio de décaissement (%)			
	2008	11,2	
	2005	13,6	
Pourcentage de projets supervisés deux fois l'an			
	2008	36,4	
	2005	27,3	
Nombre de projets à problème en pourcentage des opérations supervisées¹³			
	2008	10,6	
	2005	13,6	
Nombre de projets à problème potentiels en pourcentage des opérations supervisées¹⁴			
	2008	30,3	
	2005	36,4	
Pourcentage d'opérations susceptibles d'être annulées (%)¹⁵			
	2008	11,2	
	2005	12,0	

Note: UC = Unités de compte

Source: Banque africaine de développement

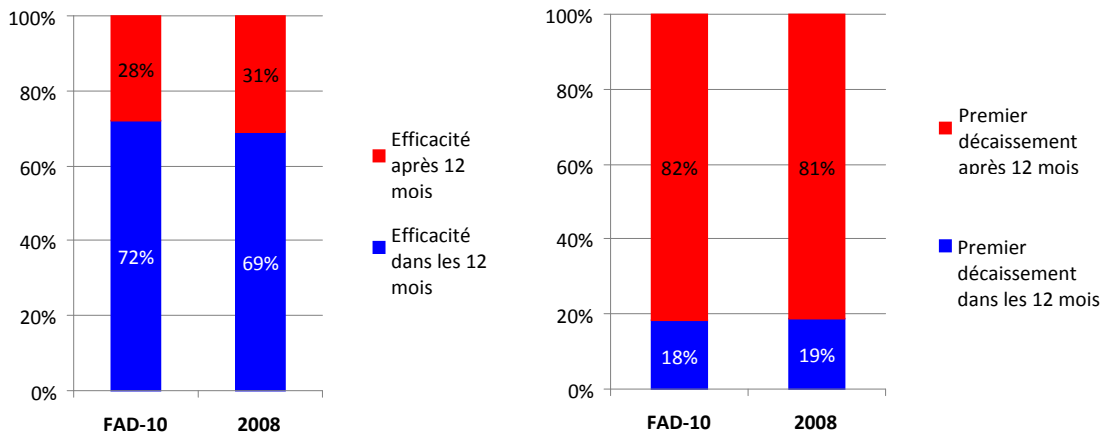
- 2.14 La durée moyenne entre l'approbation d'une OR et son entrée en vigueur n'a pas beaucoup changé entre le FAD-10 et la première année du cycle du FAD-11. Près de 70 % des opérations (par valeur pondérée) sont entrées en vigueur dans les 12 mois suivant leur approbation (graphique 5). La durée moyenne entre l'approbation d'une OR et le premier décaissement n'a pas non plus beaucoup changé, car 18 à 19 % des opérations continuent d'être décaissées dans un délai de 12 mois. Toutefois, la taille moyenne des opérations du portefeuille a considérablement augmenté durant cette période. De plus, les opérations de grande envergure sont généralement plus complexes et plus difficiles à gérer. Le maintien de la durée entre l'approbation et le décaissement indique donc une amélioration de la performance.

¹³ Les projets à problème sont des projets considérés comme problématiques par le chef de projet, soit parce que leur mise en œuvre piétine (mauvaise performance sur le plan de l'évolution de la mise en œuvre) soit parce que le projet n'évolue par vers les objectifs de développement visés (mauvaise performance sur le plan des objectifs en matière de développement).

¹⁴ Les problèmes susceptibles de poser des problèmes sont ceux que le chef de projet a jugés satisfaisant sur le plan de l'évolution de la mise en œuvre et des objectifs de développement, mais qu'ils ont signalés comme pouvant connaître des problèmes à l'avenir.

¹⁵ Les opérations sont susceptibles d'être annulées lorsqu'elles remplissent l'un des critères ci-après : i) elles ont été approuvées, mais la signature de l'accord ne remonte pas à plus de 180 jours ; ii) elles ont fait l'objet d'une signature d'accord, mais aucun décaissement n'a eu lieu en plus de deux ans ; iii) aucun décaissement n'a eu lieu en deux ans ou plus ; iv) le solde non décaissé est inférieur au minimum de 500 000 UC ; ou v) le délai de décaissement est arrivé à expiration.

Graphique 5: Durée précédant l'entrée en vigueur et le premier décaissement des opérations régionales en cours du FAD, classées selon leur valeur



Source: Banque africaine de développement

Défis liés à la mise en œuvre des opérations régionales et mesures adoptées par le Groupe de la Banque

- 2.15 Bon nombre des problèmes auxquels le Fonds a été confrontés pendant l'exécution des OR sont communs aux OR financées par les partenaires au développement. Les OR sont complexes et nécessitent la coordination et l'appropriation de plusieurs acteurs et parties prenantes, ainsi que la conclusion d'accords complexes entre les parties concernées. Cela prolonge généralement les processus de conception et d'élaboration. Pour les gros projets d'infrastructure (qui constituent l'essentiel du portefeuille du FAD), les études de faisabilité, les travaux de génie civil et de conception technique et les études d'impact environnemental nécessitent beaucoup de temps et ne peuvent pas tous être achevés avant l'approbation du projet. Les divergences liées aux cadres politiques, juridiques et de passation des marchés, ainsi qu'aux normes, pratiques et approches des pays participants peuvent également faire obstacle à la conception, la préparation et la mise en œuvre des opérations régionales. En outre, les conditions préalables aux décaissements peuvent être exigeantes. Pendant la mise en œuvre, des problèmes de coordination et l'absence de mécanismes appropriés pour y remédier peuvent causer des difficultés. Enfin, le projet peut aussi être retardé par l'instabilité politique ou des problèmes spécifiques à l'un des pays participants.
- 2.16 Le FAD s'attelle à régler ces problèmes, notamment au moyen du renforcement des capacités d'élaboration des projets, de l'assistance technique et des activités de formation évoquées au paragraphe 2.5. Fort de l'adoption de son Plan d'action sur la qualité et les résultats¹⁶, le Groupe de la Banque a entrepris de vastes réformes en vue d'améliorer la qualité de ses interventions (y compris les OR) et de renforcer l'accent sur les résultats en matière de développement. La mise en œuvre de ces réformes est en bonne voie. L'un des buts visés est de transformer la supervision du portefeuille en une activité permanente destinée à soutenir la mise en œuvre et à piloter les opérations vers les résultats souhaités. Compte tenu de l'élargissement de leur pouvoir de décision, les 25 bureaux extérieurs peuvent largement contribuer à l'amélioration de la mise en œuvre de la supervision des projets, en vue de la réalisation des objectifs de performance de la Banque, surtout pour les opérations régionales.

¹⁶ Examiné par le Conseil d'administration en septembre 2008 et adopté dans le cadre de la Stratégie à moyen terme de la Banque pour 2008-2012, le Plan d'action sur la qualité et les résultats vise cinq réformes : i) accélérer la décentralisation et l'harmonisation pour améliorer les résultats ; ii) améliorer la qualité à l'entrée des stratégies et opérations ; iii) instaurer une supervision fondée sur les résultats ; iv) renforcer l'apprentissage et la reddition des comptes au moyen de l'évaluation ; et iv) améliorer les données et les systèmes d'information sur les résultats. Pour des informations relatives à l'exécution du Plan d'action, voir le document de revue à mi-parcours du FAD-11 intitulé « Progrès accomplis dans la mise en œuvre du cadre d'évaluation des résultats du FAD-11 ».

- 2.17 Outre le Plan d'action, les mesures visant à surmonter les défis incluent l'amélioration de la conception des projets ; le renforcement de dispositifs institutionnels tels que le Comité des opérations et les équipes régionales ; et une meilleure reddition des comptes au moyen de la Revue annuelle de la performance des portefeuilles. Le Groupe de la Banque mène des études détaillées au niveau des pays pour examiner les étapes entre l'approbation et la réalisation des projets et identifier les goulots d'étranglement responsables des retards. Cela lui permettra de mieux comprendre les problèmes qui se posent et de concevoir des solutions ciblées pour réduire les délais d'entrée en vigueur et de décaissement. En outre, il mène une évaluation approfondie du portefeuille actuel d'OR, en vue d'identifier les contraintes liées à la mise en œuvre et à la réalisation des objectifs de développement et de trouver des solutions. D'autres mesures qui produiront des résultats au cours du FAD-12 sont décrites aux paragraphes 4.6 et 4.7 et dans le tableau 6.

Expérience et leçons tirées de la mise en œuvre du Cadre des OR au cours du FAD-11

- 2.18 Le Fonds a tiré plusieurs enseignements qu'il compte mettre à profit au cours du cycle du FAD-12. Ces leçons relèvent des domaines ci-après : i) l'alignement stratégique, ii) la qualité, l'état de préparation et la supervision des opérations et iii) le mécanisme de financement des OR et des BPR. Premièrement, la demande d'opérations régionales a largement dépassé les ressources disponibles, faisant appel à des compromis et des choix difficiles. Dès le début du FAD-11, une importante réserve d'opérations régionales était déjà en attente d'approbation, car les ressources du FAD-10 avaient été épuisées et de nouvelles demandes avaient été reçues avant la conclusion du cycle. Compte tenu de la compétition acharnée pour les ressources, dans la pratique, le processus de sélection et de priorisation des projets défini dans le Cadre des OR n'a pas été suffisant pour orienter les décisions de la Direction. Il en ressort que **le recours aux opérations régionales devrait se faire de façon plus stratégique**, en soutenant et en poursuivant la vision du Groupe de la Banque en matière d'intégration régionale et en ciblant les objectifs de la Banque qui sont conformes à ceux des PMR.
- 2.19 Deuxièmement, il s'est avéré très difficile de sélectionner et classer les opérations qui se trouvent à différents stades de préparation et ne fournissent pas la même quantité d'informations. Le processus de sélection des OR a beaucoup à gagner d'une comparaison plus systématique de la **qualité, de l'état de préparation à la mise en œuvre et des résultats potentiels** des opérations proposées. Cette mesure améliorerait la qualité à l'entrée et la conception des projets, prévenant des failles susceptibles de compromettre les résultats. L'autre enseignement tiré est que, face à la complexité des OR, la Banque devrait davantage améliorer le suivi et la supervision de l'exécution et de la performance des OR en mobilisant son réseau de bureaux extérieurs, en clarifiant les impacts des OR sur le développement et en rendant ces impacts plus visibles.
- 2.20 Troisièmement, après avoir identifié les défis liés aux **principes de partage des coûts** introduits pendant le FAD-11¹⁷, le Fonds a examiné le mécanisme de financement des opérations régionales. Le système de partage des coûts des OR classiques (un tiers de l'allocation basée sur la performance des pays plus deux tiers de l'enveloppe des OR), y compris le plafond fixé pour les pays bénéficiant d'une faible allocation, a été appliqué comme prévu (graphique 2 et tableau 3)¹⁸. Même si le partage des coûts a amélioré l'appropriation par les pays et permis de financer plus d'OR, il a engendré des défis, surtout pour les pays engagés dans plusieurs projets régionaux et ceux bénéficiant d'une faible allocation. Certains pays ont été obligés de choisir entre projets nationaux et projets régionaux. Dans certains cas, la clôture des plans de financement des OR s'est avérée difficile et a été retardée du fait de la complexité des décisions à prendre. En revanche, certains pays ont émis le souhait de supporter plus d'un tiers des coûts. La période d'expérimentation du partage des coûts, qui est de deux ans, est trop courte pour permettre à

¹⁷ Voir le document de travail de la revue à mi-parcours du FAD-11: *Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des Priorités opérationnelles du FAD*. Octobre 2009. Helsinki, Finlande.

¹⁸ Le plafond de 10 % appliqué aux pays bénéficiant d'une faible allocation basée sur la performance (≤ 20 millions UC) suscite des interrogations. Le passage d'un pays d'une allocation située juste en dessous du plafond à une allocation située juste au dessus peut le faire régresser de façon significative. Ce plafond peut en outre être source de malaise entre les pays de statuts différents participant à une même opération. Toutefois, ces problèmes s'appliquent à n'importe quel plafond et ne sont pas spécifiques aux niveaux fixés dans le contexte du FAD-11.

la Direction de tirer des conclusions fermes. Elle continuera donc à suivre ce système.

- 2.21 Les modalités de financement des **BPR** posent également des problèmes. La hausse de la demande de BPR s'explique en partie par le fait que ceux-ci peuvent être exemptés du partage des coûts et financés sous forme de dons. Si un plafond ou un montant spécifique n'est pas appliqué, il sera difficile de déterminer le montant disponible pour les BPR. Un mécanisme de filtrage à trois étapes comprenant des critères de sélection et de priorisation des projets de BPR a été mis en place en novembre 2008¹⁹. Cependant, il demeure difficile d'établir un ordre de priorité entre les projets de BPR (qui relèvent essentiellement des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'éducation et de la gouvernance) et les autres opérations régionales (surtout dans le secteur des infrastructures).

Tableau 3: Pays devant participer aux Opérations régionales du FAD-11, y compris les opérations en réserve active

	Pays participant aux opérations régionales	Contribution moyenne aux opérations régionales
Faible allocation (inférieure ou égale à 20 millions UC)	Congo, Djibouti, République centrafricaine	8,3 % de leur allocation de ressources basée sur la performance
Allocation moyenne (entre 20 et 100 millions UC)	Burundi, Guinée, Sierra Leone, Tchad	25,1% de leur allocation de ressources basée sur la performance
Allocation importante (plus de 100 millions UC)	Cameroun, Éthiopie, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigeria, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Tanzanie, Zambie	12,5% de leur allocation de ressources basée sur la performance

Source : Banque africaine de développement

- 2.22 Compte tenu des leçons tirées jusqu'ici de la mise en œuvre des OR et de la Stratégie d'intégration régionale, la Direction propose pour le Cadre des OR du FAD-12, le renforcement de la sélectivité stratégique du Groupe de la Banque pour l'investissement dans l'infrastructure régionale, le développement des capacités et les BPR, ainsi que la poursuite du partenariat avec d'autres bailleurs de fonds. Elle recommande en outre que des efforts supplémentaires soient faits pour i) améliorer le processus de priorisation et de sélection des OR ; ii) améliorer la qualité et l'évaluation des résultats des opérations régionales ; iii) suivre, examiner et rendre compte systématiquement de la performance des OR ; et iv) renforcer le mécanisme de financement des opérations régionales (voir la section 5 pour plus de détails).

3. La liste des opérations régionales proposées pour le FAD-12

- 3.1 La demande des PMRs en ressources FAD n'a cessé de croître. Sur la base de cette demande et à l'issue d'un processus consultatif avec les départements régionaux, les départements sectoriels et les bureaux extérieurs, une première liste indicative d'opérations a été dressée pour le cycle du FAD-12²⁰. Le coût estimé de ces opérations est supérieur à 5,4 milliards UC et représente plus du triple du montant qui devrait être approuvé au titre du FAD-11 (tableau 4). Les projets d'infrastructure, principalement dans les domaines des transports et de l'énergie, représentent 84 % du total. La plupart des OR prévues sont des projets d'investissement (96 %). Les activités hors investissement telles que le renforcement des capacités, l'appui institutionnel et l'assistance technique constituent les 4 % restants (pour environ 200 millions UC). La valeur moyenne d'une opération, estimée à 62,4 millions UC, est supérieure à celle des reconstitutions précédentes. Avec la collaboration des autres bailleurs, le Fonds sélectionnera et classera les opérations proposées par ordre de priorité en tenant compte des ressources disponibles.

¹⁹ Banque africaine de développement, *Critères d'exemption du partage des coûts en cas de financement des biens publics régionaux admissibles* (ADB/BD/WP/2008/183, 13 novembre). La première étape du processus de filtrage examine tous les projets pour déterminer s'ils sont admissibles ; la deuxième note et classe les BPR par ordre de priorité en fonction de l'effet attendu sur le développement ; et la troisième sélectionne les projets en fonction des ressources disponibles et de la capacité des opérations à générer des revenus.

²⁰ Cf. Voir le document de travail du FAD-12 intitulé *Aperçu: Orientations stratégiques et scénarios indicatifs de prêts*. Février 2010. Le Cap, Afrique du Sud.

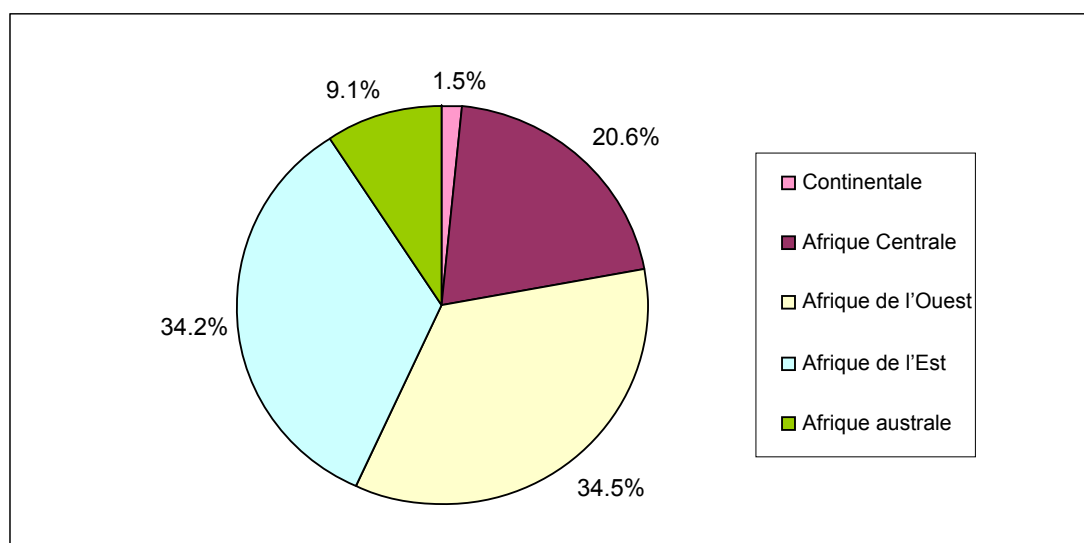
Tableau 4: Liste indicative des opérations régionales du FAD-12, par rapport aux approbations prévues pour le FAD-11

	FAD-11 millions UC	FAD-11 Pourcentage du total	FAD-12 millions UC	FAD-12 Pourcentage du total
Transports	847	64,1%	2,881	52,4%
Énergie	193	14,6%	1,418	25,8%
Eau et assainissement	56	4,2%	175	3,2%
Technologies de l'information et de la communication	0	0,0%	127	2,3%
Gouvernance	39	2,9%	150	2,7%
Développement humain	62	4,7%	185	3,4%
Agriculture et développement rural	125	9,4%	557	10,1%
Total	1321	100%	5493	100%

Source: Banque africaine de développement

- 3.2 La répartition géographique des OR prévues indique que la demande est plus forte en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest (34 % dans chacune de ces sous-régions), suivies de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe. Les initiatives à l'échelle continentale constituent une part relativement petite de 1,5 %, soit 85 millions UC.

Graphique 6: Répartition géographique des opérations régionales prévues pour le FAD-12



Source: Banque africaine de développement

- 3.3 La liste indicative comprend des investissements d'une valeur de 706 millions UC pour promouvoir une croissance à faible émission de carbone et des initiatives d'adaptation dans des domaines tels que la production d'énergie hydraulique, les transports ferroviaires et maritimes et la conservation des écosystèmes forestiers. Par exemple, s'inspirant des résultats d'une étude financée par le FAD-11, le FAD-12 devrait fournir 50 millions UC à l'appui de la navigation sur le fleuve Oubangui (une voie importante pour les chalands entre Bangui et Brazzaville). Cet investissement contribuera au renforcement de la sécurité de la navigation, au développement du potentiel des eaux continentales et à l'amélioration du rendement énergétique.

- 3.4 Les opérations régionales prévues tiendront compte des investissements en cours et de l'expérience pour finaliser les projets inachevés. Élaborées grâce aux financements du Fonds du NEPAD pour la préparation des projets d'infrastructure (FPPI), les opérations du FAD-12 prévoient l'achèvement de tous les tronçons de la route de Nacala (Mozambique - Malawi - Zambie) et de deux tronçons du corridor nord-sud en Afrique australe. En Afrique de l'Ouest, il est prévu que les ressources du FAD-12 financeront un projet régional d'interconnexion électrique entre la Sierra Leone, le Libéria, la Guinée et la Côte d'Ivoire, les derniers maillons du Pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest. Au cours des cycles précédents du FAD, la coopération du FAD avec d'autres bailleurs de fonds a abouti à l'établissement d'un excellent pool énergétique régional. Pendant le FAD-12, la Banque exploitera cette expérience pour soutenir la création du Pool énergétique de l'Afrique de l'Est, qui se trouve à un stade de développement plus précoce. De même les projets hors investissement du FAD-12 s'inspireront des succès de précédentes expériences, tel l'appui de la Banque à la facilitation des échanges et au renforcement des capacités des CER. La Banque prévoit de déboursier 20 millions UC pour étendre cette initiative à toute l'Afrique.

Mettre les ressources du FAD au service de l'intégration régionale

- 3.5 Pour répondre à la forte demande d'opérations régionales, le FAD continuera à lever des fonds, notamment : i) en mobilisant des cofinancements ; ii) en encourageant le secteur privé et d'autres acteurs à investir dans l'intégration régionale en Afrique ; et iii) en accompagnant les investissements d'activités hors investissement, y compris le recours aux fonds fiduciaires bilatéraux et multilatéraux.
- 3.6 Le Groupe de la Banque renforcera son rôle de financier catalyseur si elle augmente les ressources du FAD en mobilisant plus de cofinancements. Pour réaliser ses opérations régionales, le Fonds cherchera à mobiliser d'importants financements, auprès des gouvernements, du secteur privé et des autres bailleurs de fonds, ainsi qu'auprès des tout nouveaux fonds et mécanismes pour le climat²¹. En vue d'attirer davantage de financements du secteur privé, les pays FAD seront encouragés à utiliser, au besoin, les ABP dans le cadre de partenariats public-privé, en particulier pour des projets d'infrastructure régionaux dans le domaine des transports, de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Le Groupe de la Banque a entrepris le renforcement des synergies entre ses instruments du secteur public et ceux du secteur privé et étudie les possibilités de collaboration. Le FAD explore quant à lui de nouveaux instruments pour mobiliser des financements du secteur privé²².
- 3.7 **Le FAD continuera à encourager le secteur privé et d'autres acteurs à se joindre à lui pour soutenir l'intégration régionale des pays FAD.** D'autres organes du Groupe de la Banque et des mécanismes administrés par celui-ci soutiennent déjà des initiatives d'intégration régionale des pays FAD, comme le Réseau de câble sous-marin d'Afrique de l'Est (encadré 3). Par ailleurs, les activités économiques et sectorielles du Groupe de la Banque tendent de plus en plus à accroître la participation du secteur privé au développement. L'intégration économique régionale est un objectif clé, représentant près de 20 % du portefeuille des opérations de la Banque dans le secteur privé. Ces opérations englobent i) l'appui aux investissements du secteur privé dans des infrastructures régionales facilitant les échanges transfrontaliers de biens, de services, de personnes et de compétences ; ii) l'appui direct au commerce intrarégional ; iii) les placements dans les fonds de capital-investissement (qui renforcent les capacités de gestion, facilitent le partage de meilleures pratiques et harmonisent les pratiques des entreprises nationales en matière de protection de l'environnement, de développement durable, etc.) ; iv) l'octroi de lignes de crédit aux institutions financières africaines des pays à revenu intermédiaire pour financer des projets pertinents dans les pays FAD ; v) des initiatives qui créent un cadre propice au développement du secteur privé dans les pays FAD ; et vi) des programmes intégrés

²¹ Les activités pour lesquelles le FAD peut solliciter l'appui financier des fonds pour le climat sont notamment l'intégration des réseaux électriques régionaux, le développement de modes de transport à faible émission de carbone comme les transports ferroviaires et maritimes, et l'exploitation de sources d'énergies renouvelables. Par ailleurs, le FAD peut solliciter des contributions au financement des coûts supplémentaires liés à l'utilisation des technologies propres, au détriment des technologies conventionnelles.

²² Cf. Voir le document de travail du FAD-12 intitulé *Aperçu. Orientations stratégiques et scénarios indicatifs de prêts*. Février 2010. Le Cap, Afrique du Sud.

d'assistance aux institutions financières de développement sous-régionales. Enfin, le Groupe de la Banque intensifie le dialogue avec les pays membres de la BAD et étudie des possibilités de financement pour susciter leur intérêt et leur participation aux activités d'intégration régionale.

- 3.8 Le financement des projets d'investissement régionaux et de BPR s'accompagnera de la combinaison et de l'accompagnement des investissements par des activités hors investissement comme l'élaboration des projets, la recherche et l'analyse, le renforcement des capacités, des services consultatifs, le dialogue politique, l'organisation de réunions, la diffusion des leçons apprises et des meilleures pratiques et la promotion de l'échange des connaissances. Les Documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR), les Documents de stratégie pays (DSP) et les analyses qui les sous-tendent seront utilisés pour étudier différentes options et créer une synergie entre les activités financées et les activités hors financement, avec la collaboration des autres bailleurs de fonds et parties prenantes. Une nouvelle série de rapports de premier plan analysera rigoureusement les questions liées à l'intégration régionale du continent, puis le Groupe de la Banque développera des statistiques concernant l'intégration régionale d'ici 2011, en étroite collaboration avec les bureaux nationaux de la statistique et des douanes. Les fonds fiduciaires multilatéraux et bilatéraux peuvent être très utiles au financement des opérations du FAD, de l'élaboration à la mise en œuvre.

Encadré 3: Réseau de câble sous-marin d'Afrique de l'Est

Le Réseau de câble sous-marin d'Afrique de l'Est (EASSy) est un projet d'installation et d'exploitation d'un câble sous-marin à fibre optique le long de la côte de l'Afrique de l'Est. Le câble s'étendra sur près de 9000 km, de Port-Soudan (au Soudan) à Mtunzini (en Afrique du Sud) et assurera la connexion, d'une part, entre 20 pays côtiers et sans littoral (dont 15 pays FAD) et, d'autre part, entre ces pays et le reste du monde. Ce projet devrait être extrêmement favorable aux économies régionales, car il améliorera la qualité tout en réduisant les coûts des services liés aux technologies de l'information et de la communication, et contribuera à l'interconnectivité. Les promoteurs du projet EASSY sont les 29 principaux opérateurs de télécommunication de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe.

Le guichet de la Banque africaine de développement pour les opérations du secteur privé a accordé un prêt de 14,5 millions USD, soit 12,5 % du coût total du projet, à l'instrument spécial établi pour accueillir les fonds destinés au projet. Les autres pourvoyeurs de fonds sont la Banque européenne d'investissement, l'Agence française de développement/la Société de promotion et de participation pour la coopération économique, la Banque de développement d'Afrique australe, Kreditanstalt für Wiederaufbau-Entwicklungsbank et la Société financière internationale.

La Banque a fourni 1,5 millions USD en guise d'assistance technique pendant la phase d'élaboration du projet. Le Fonds de préparation des projets d'infrastructure de NEPAD et le Fonds africain d'assistance au secteur privé ont financé une étude faisabilité, la rémunération du conseiller financier qui s'est occupé de la mise en place de l'instrument spécial et la rémunération des services de conseil juridique. La Banque a cofinancé l'étude d'impact environnemental avec le KfW.

4. Propositions en vue du renforcement du cadre des Opérations régionales pendant le FAD-12

- 4.1 Comme évoqué aux paragraphes 2.15 à 2.22, des difficultés ont été rencontrées et des enseignements tirés de la mise en œuvre des opérations régionales au cours du FAD-11. S'appuyant sur ces enseignements et les recommandations des plénipotentiaires et compte tenu de l'amélioration des institutions et des processus d'affaires entreprises par la Banque, la Direction invite les plénipotentiaires à examiner des modifications proposées au Cadre des OR pour le FAD-12. Ces modifications concernent i) la sélection et la priorisation des OR ; ii) la qualité et l'évaluation des OR ; iii) le suivi et le compte rendu de la mise en œuvre des OR ; iv) les mécanismes de financement des OR.

Améliorer la sélection et la priorisation des opérations régionales

- 4.2 La Direction propose le renforcement du processus et des critères de sélection et de priorisation des projets, y compris les BPR, pour garantir l'alignement stratégique des OR avec les objectifs de la Banque et des pays FAD, leur qualité, leur potentiel à produire des

résultats et leur impact sur le développement, compte tenu de la ruée vers les ressources du Fonds. Le processus de sélection permet aux OR de tenir compte du changement climatique et d'intégrer des solutions adaptées à l'Afrique.

- 4.3 Dans le Cadre des OR, les stratégies régionales qui assurent l'appropriation des projets par les partenaires nationaux et régionaux doivent jouer un rôle de plus en plus important dans la recherche de solutions régionales aux défis communs et constituer une première étape vers l'identification d'opérations régionales appropriées²³. Le Groupe de la Banque prépare en ce moment des Documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR) en menant de vastes consultations avec les pays bénéficiaires, les CER, les partenaires locaux et d'autres bailleurs de fonds (annexe I)²⁴. Chaque DSIR comprendra une vision stratégique et des objectifs pour orienter les activités d'intégration régionale et servir de base aux interventions de la Banque dans une sous-région. En outre, les DSIR contribueront à la prise de décisions relatives à la programmation, i) en fournissant une liste indicative d'opérations classées par ordre de priorité qui soutiennent la vision définie et bénéficient de l'appui des partenaires sous-régionaux ; et ii) en recommandant à la Banque de financer des opérations spécifiques.
- 4.4 La Direction propose le processus de sélection et de priorisation à deux étapes présenté au tableau 5. La première étape consistera à élaborer les DSIR en y incluant une liste indicative d'opérations. Cette réserve de projets tiendra compte de i) la conformité des opérations aux priorités institutionnelles et à la Stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque ; ii) la conformité des opérations aux priorités du NEPAD, des CER etc. ; iii) la contribution des opérations à l'intégration régionale ; et iv) l'appropriation des pays et organes participants. À la deuxième étape, la Direction propose de noter, de prioriser et d'ordonner les opérations en fonction des ressources dont le FAD dispose pour les trois prochaines années, sur la base des critères ci-après (pour plus d'informations, voir l'annexe III) :
- la qualité à l'entrée et l'état de préparation du projet à la mise en œuvre pendant ce cycle du FAD, déterminés par les examens de l'état de préparation ;
 - la collaboration et le cofinancement par d'autres partenaires au développement, y compris le secteur privé ;
 - les rendements et impacts attendus de chaque opérations en matière de développement, évalués au moyen d'une nouvelle fiche de suivi ; et
 - les effets attendus sur le changement climatique, en d'autres termes, la contribution de l'opération à la lutte contre ou à la prévention des effets néfastes du changement climatique.
- 4.5 En utilisant les critères de la deuxième étape, la Direction de la Banque dressera, une fois par an, une liste d'opérations régionales s'inscrivant dans une perspective d'avenir. Ces opérations seront obligatoires pour la première année et indicatives pour le reste du cycle du FAD. Un tiers de l'enveloppe des opérations régionales sera disponible pour être utilisé au courant de chaque année et les progrès seront mesurés lors d'une évaluation semestrielle. Ce processus de décision avancé déterminera le processus d'approbation, les délais d'exécution et le moment auquel les projets doivent être proposés aux promoteurs, aux pays bénéficiaires et aux communautés économiques régionales. Il introduira également un élément de compétition entre les opérations pour stimuler la recherche de la qualité et une bonne préparation. Les projets proposés pour 2011-2013 seront revus et classés par ordre de priorité au quatrième trimestre de 2010, en tenant compte des critères susmentionnés.

²³ Banque africaine de développement, 2008. *Cadre stratégique et opérationnel pour les opérations régionales* (ADB/BD/WP/2008/31, 19 février), page 13.

²⁴ Un projet de DSIR pour l'Afrique centrale a été examiné par le Conseil d'administration le 2 décembre 2009 et est en cours de révision. Les DSIR de l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe seront élaborés au courant de 2010 et couvriront une période de cinq ans. Le processus d'élaboration des DSIR s'inspirera des enseignements tirés de l'évaluation approfondie du portefeuille d'OR que la Banque mène en ce moment, des initiatives continentales (comme le Plan d'action de l'Union africaine ou du NEPAD, qui contiennent une liste de projets et programmes prioritaires) et des résultats de la première phase de l'étude du PIDA (encadré I).

Tableau 5: Améliorations proposées au processus actuel de sélection et de priorisation des opérations régionales

Processus actuel tel que défini par le Cadre des opérations régionales	
<u>Critères d'éligibilité</u> concernant les promoteurs, le caractère régional et l'engagement	
<u>Sélection et classement des projets par ordre de priorité</u> selon des critères liés à l'impact en matière de développement et à l'alignement stratégique	
<i>Impact sur le développement</i> : contribution du projet à la croissance économique, à l'intégration régionale et aux biens publics régionaux	
<i>Alignement stratégique</i> : alignement du projet sur les objectifs continentaux et régionaux et sur les orientations stratégiques du Groupe de la Banque concernant i) la sélectivité et l'orientation sectorielle de la Banque et ii) l'harmonisation et le partenariat.	
Processus renforcé proposé	
<u>Critères d'admissibilité</u> : aucun changement	
<u>Sélection et priorisation des projets</u> : Processus à deux étapes	
<i>Première étape</i> : À l'issue de larges consultations, des DSIR d'une durée de cinq ans, qui contiennent une liste d'opérations recommandées à l'appui du Groupe de la Banque, sont élaborés.	
<i>Deuxième étape</i> : La Direction de la Banque attribue des notes, classe par ordre de priorité et ordonne les projets recommandés en tenant compte des ressources disponibles pour le cycle du FAD concerné et selon les critères ci-après :	
<ul style="list-style-type: none"> qualité à l'entrée et état de préparation des projets à la mise en oeuvre pendant le cycle du FAD 	Déterminés par les examens de la préparation menés par la Division du contrôle de la qualité, qui examine plusieurs aspects de la qualité à l'entrée, dont l'alignement et la conformité stratégique de l'opération avec les priorités du pays et du Groupe de la Banque ; l'état d'avancement de précédentes opérations et les enseignements tirés de celles-ci ; la justification de la conception de l'opération et son appropriation ; l'orientation des résultats et l'évaluation des risques du projet ; les mesures de sauvegarde environnementale et sociale ; la gestion financière et la passation des marchés ; et les dispositions relatives à la mise en œuvre et la durabilité du projet.
<ul style="list-style-type: none"> collaboration et cofinancement avec d'autres partenaires au développement, y compris le secteur privé 	La collaboration se traduit par la réalisation d'activités en partenariat, que ce soit l'évaluation, l'élaboration, la planification, la proposition, le financement, l'exécution, le suivi, l'évaluation et la préparation des comptes rendus. Le cofinancement doit être exprimé en valeur nominal, en pourcentage du coût total de l'opération.
<ul style="list-style-type: none"> rendements et impacts attendus en matière de développement 	Déterminés par une fiche de suivi des opérations régionales qui sera conçue à partir des enseignements tirés des évaluations préalables des résultats escomptés en matière de développement que la Banque applique déjà à ses opérations dans le secteur privé.
<ul style="list-style-type: none"> effets escomptés sur le changement climatique 	Les opérations contribuant efficacement à la croissance à faible émission de carbone seront en tête du classement. Par exemple, les investissements dans les transports ferroviaires et maritimes obtiendront une meilleure note que les projets routiers. Lorsque la route constituera la seule option viable, les mesures d'atténuation des impacts sur l'environnement feront augmenter la note. Dans le secteur de l'énergie, les opérations qui privilégient l'amélioration du

	rendement énergétique, la gestion de la demande, les énergies renouvelables, et le financement des réseaux régionaux pour promouvoir les sources d'énergie renouvelable obtiendront les meilleures notes.
Impact à prendre en compte à la première et à la deuxième étape	
Alignement stratégique à prendre en compte à la première étape	

Source: Banque africaine de développement

Perfectionnement de la qualité et de l'évaluation des résultats des opérations régionales

- 4.6 Ces dernières années, la Banque a systématiquement renforcé les systèmes et mesures visant à améliorer la qualité de ses interventions et à accroître leur accent sur le développement (tableau 6). Ces mesures continueront à porter des fruits tout au long du cycle du FAD-12. Les résultats de l'évaluation approfondie du portefeuille des OR, qui est en cours, seront disponibles d'ici la fin du premier trimestre de 2010, permettant à la Direction d'en tirer des enseignements et d'identifier les points susceptibles d'amélioration. Par ailleurs le Département de l'évaluation des opérations mènera une évaluation indépendante des OR en 2010 pour analyser leur efficacité, leur pertinence, leur efficacité, leur efficience et leur durabilité, et recommander éventuellement des améliorations à la Direction.
- 4.7 Le Cadre d'évaluation des résultats de la Banque examine l'efficacité des institutions et la performance en matière de fourniture des contributions et d'appui aux activités sur le terrain, comme le montrent le paragraphe 2.13 et le graphique 4. Cependant, les systèmes d'information que la Banque utilise actuellement ne sont pas encore totalement conformes aux indicateurs de la performance du portefeuille des OR et présentent parfois des informations incomplètes ou erronées. Pour y remédier, la Banque mettra au point un système intégré d'information sur les résultats qui produira des statistiques offrant un aperçu global de l'évolution des opérations régionales sur le terrain. À partir de 2010, les Revues annuelles de la performance des portefeuilles examinées par le Conseil d'administration comprendront une section spécialement consacrée aux opérations régionales et seront utiles pour l'évaluation de la performance.

Tableau 6: Principales mesures d'amélioration de la qualité et des résultats des Opérations du Groupe de la Banque pendant le FAD-11

Mesure	Date	État d'avancement
Définir et faire connaître le cadre logique approprié	Initiée en 2009	La Banque africaine de développement (la Banque) procède à la révision des cadres logiques de toutes les opérations. Cet exercice s'achèvera au cours du FAD-12. Les chefs de projets sont régulièrement formés pour améliorer la qualité des cadres logiques des opérations.
Développer des évaluations de la préparation de la qualité à l'entrée	Initiée en 2009	Les examens de la préparation évaluent et notent les projets (y compris les opérations régionales) sur la base d'un certain nombre de critères de qualité à l'entrée pendant la phase de rédaction de la note de synthèse et la phase d'évaluation. La phase pilote des examens de la préparation a eu lieu en 2009 et les leçons apprises ont servi à améliorer la liste de contrôle de ces examens. Depuis le 1 ^{er} janvier 2010, les examens de la préparation sont obligatoires pour tous les projets d'investissement dans le secteur public. Cette année, ils seront complétés par une série de normes de qualité à l'entrée qui aideront les chefs de projet à reconnaître les caractéristiques d'une opération de qualité (voir aussi l'annexe III).
Développer des indicateurs types des résultats et rendements pour les opérations similaires menées dans des secteurs clés	Initiée en 2009	Les principaux indicateurs qui reflètent la manière dont chaque secteur suit la réalisation des objectifs de développement des opérations ont été développés en 2009. La Banque procède maintenant au perfectionnement de ces indicateurs qu'elle intégrera dans la conception et la supervision des projets. Elle veillera particulièrement à les rendre plus applicables aux opérations régionales.
Réduire la durée entre l'approbation et le décaissement en faisant appliquer certaines conditions avant l'approbation par le Conseil.	Initiée en 2008	La ponctualité des opérations s'est améliorée grâce à un accent accru sur la satisfaction des conditions préalables à l'entrée en vigueur des opérations (c'est-à-dire les éléments déclenchant des politiques) avant l'approbation par le Conseil et sur l'élimination des obstacles à la satisfaction de ces conditions. D'autres réformes sont menées par la Banque en vue d'accélérer les décaissements, surtout pour les opérations régionales. Des réformes favorisant le décaissement rapide des ressources après l'approbation du projet par le Conseil seront entreprises au début de 2010.
Faire en sorte que les rapports de supervision soient soumis dans les délais, exhaustifs et orientés vers les résultats.	Initiée en 2007	Début 2010, la Banque adoptera une nouvelle politique et une nouvelle forme de supervision de ses opérations afin de : i) renforcer l'accent sur les résultats en matière de développement ; ii) passer à une notation fondée sur des preuves ; iii) rendre la gestion des résultats plus efficace ; et iv) développer un système intégré de gestion des données qui fournit des informations en temps réel sur la performance.
Veiller à la présentation ponctuelle des rapports d'achèvement pour toutes les opérations	Initiée en 2008	La Banque a révisé les règles de préparation des Rapports d'achèvement des projets et mis au point un nouveau format qui privilégie l'évaluation des résultats, l'identification des leçons apprises et la conformité aux politiques de la Banque, ainsi qu'aux principes de la Déclaration de Paris. C'est ainsi qu'en 2008, 96 % des opérations achevées au titre du FAD-11 ont fait l'objet d'un Rapport d'achèvement de projet présenté dans les délais, servant de source d'inspiration pour d'autres opérations.

Développer un système intégré d'information sur les résultats qui rapportera les résultats réels	Initiée en 2009	La Banque a présenté le prototype de son nouveau système d'information sur les résultats lors de la revue à mi-parcours du FAD-11. Le système, qui devrait être prêt d'ici fin 2010, utilisera un cadre logique simplifié comme point de départ du suivi des résultats de la conception à l'achèvement, en passant par la supervision. Les résultats réels seront calculés en additionnant les principaux indicateurs sectoriels, chaque fois que ce sera possible.
---	-----------------	---

Source: Banque africaine de développement

Suivi systématique de la performance des opérations régionales

- 4.8 Pour le moment, les opérations régionales ne font pas partie de l'Évaluation annuelle de la performance du portefeuille par pays (RAPP), dont les résultats sont pris en compte pour l'allocation des ressources basée sur la performance (ABP) du FAD. Il a été proposé d'inclure les OR dans ce processus pour que leur performance, comme celle des projets nationaux, soit l'un des éléments déterminant les allocations accordées aux pays.
- 4.9 Bien qu'elle approuve les motivations et l'objectif final de cette proposition, la Direction a estimé, après un examen minutieux de la possibilité d'inclure les OR dans les RAPP, que cette mesure aurait plus d'inconvénients que d'avantages. Premièrement, la performance globale des OR du FAD est généralement moins bonne que celle des opérations nationales, comme c'est le cas dans d'autres institutions, notamment la Banque mondiale. L'introduction de ces opérations dans les RAPP pourrait donc entraîner une réduction soudaine des allocations du FAD aux pays participants. Cela aurait pour effet d'accroître la volatilité des allocations du FAD, alors que la Direction s'efforce de la réduire²⁵ et pourrait rendre les PMR plus réticents à participer aux opérations régionales. Les pays participants à plusieurs OR pourraient en payer le plus lourd tribut Deuxièmement, l'introduction des OR dans les RAPP causerait chez certains pays une réticence à participer à ces opérations avec des pays voisins à faible performance, en l'occurrence, les États fragiles. Par ailleurs, certains des facteurs qui influent sur la performance des OR ne dépendent pas d'un pays. C'est le cas par exemple de l'instabilité politique ou d'une situation d'urgence dans un pays voisin. De tels facteurs empêcheraient la réalisation de l'objectif visé par l'introduction des OR dans les RAPP.
- 4.10 Pour le moment, au lieu de l'introduction des OR dans le processus d'allocation des ressources basée sur la performance, la Direction propose de systématiser le suivi, l'examen et la production de rapports sur la performance des OR dans les pays FAD. Ces rapports peuvent, par exemple, figurer dans une section de la Revue annuelle de la performance des portefeuilles spécialement prévue à cet effet, comme mentionné au paragraphe 4.7. Cette mesure s'ajouterait à celles qui sont déjà appliquées aux projets, comme le renforcement de la supervision évoqué au paragraphe 2.16. Les informations résultantes serviraient à engager un dialogue fructueux avec les pays sur l'amélioration de l'exécution des OR et à concevoir des programmes d'assistance technique, le cas échéant.

Mécanisme de financement : dispositions concernant le partage des coûts et les biens publics régionaux

- 4.11 Comme souligné au paragraphe 3.20, l'expérience du Fonds en matière de partage des coûts n'est pas assez longue pour faire l'objet de conclusions définitives. Compte tenu du volume relativement faible des allocations du FAD, les pays doivent parfois faire le choix entre participer à une opération régionale et exécuter un projet national. Ce problème peut être résolu par une reconstitution significative des ressources du FAD et l'augmentation de l'enveloppe des opérations régionales. Étant donné que le système de partage des coûts n'est en place que depuis 2008, la Direction estime qu'il est encore trop tôt pour le modifier. La liste des opérations proposées pour 2011-2013 a donc été élaborée à partir du régime de partage des coûts en vigueur. Néanmoins, la Direction continuera à suivre l'application des dispositions actuelles concernant le partage des coûts et, au besoin, fera prochainement des

²⁵ Voir le document de travail du FAD-12 intitulé *Les questions relatives à l'affectation des ressources du FAD*. Février 2010. Le Cap, Afrique du Sud.

propositions d'amélioration aux plénipotentiaires.

- 4.12 Pour mieux gérer les nombreuses demandes de BPR et s'assurer de leur conformité aux priorités stratégiques du Groupe de la Banque, la Direction compte suivre le même processus de sélection et de priorisation que celui proposé plus haut pour les OR qui ne sont pas des biens publics régionaux. Tout d'abord, les DSIR et les consultations avec les communautés économiques régionales, les pays bénéficiaires et d'autres acteurs, produiront une ébauche de réserve de projets qui donnera une idée précise du degré d'appropriation et d'engagement des promoteurs pour chaque opération relative aux BPR. Ensuite, les opérations seront classées par ordre de priorité selon des critères tels que la qualité et l'état de préparation. Le cadre de sélection à trois étapes des BPR ²⁶ sera révisé et, au besoin, ajusté. Une attention particulière sera prêtée à la manière dont les BPR du FAD peuvent aider les populations et pays africains vulnérables à faire face (aux coûts liés) à l'adaptation au changement climatique.
- 4.13 Le problème de la définition des BPR subsiste. Pour davantage circonscrire les limites de l'appui du Fonds aux BPR, la Direction a examiné la possibilité de ne retenir que les éléments « souples » de l'intégration régionale (coordination, réglementation, cadres juridiques, harmonisation des politiques et procédures, renforcement des capacités institutionnelles et assistance technique, par exemple) de façon à exclure les infrastructures « dures », qui peuvent être financées comme de simples opérations régionales. Or, l'expérience montre qu'au lieu de simplifier le processus de décision, une telle restriction le compliquerait encore plus, en laissant libre cours au débat et à différentes interprétations²⁷. C'est pourquoi elle propose plutôt le plafonnement formel du pourcentage de l'enveloppe des OR pouvant être utilisé pour les BPR. Ce plafond ne constituera pas une cible, car les propositions seront jugées sur leurs mérites. Une telle mesure mettrait fin au caractère illimité des dispositions actuelles. Elle permettrait aux partenaires de connaître le montant exact des ressources disponibles pour les BPR afin de faire des choix judicieux, et instituerait la compétition entre les opérations. En outre, le plafonnement sera une sorte d'incitation à l'amélioration de la qualité, il renforcerait l'alignement stratégique sur les priorités du Groupe de la Banque, ainsi que la vérification de l'état de préparation à la mise en œuvre pendant la priorisation. Il convient de préciser que, les ressources disponibles pour les BPR étant limitées, une fois qu'elles arriveraient à épuisement, des opérations importantes devraient être reportées à la prochaine reconstitution des ressources, à défaut d'être financées par d'autres partenaires au développement.
- 4.14 La Direction propose que l'appui aux BPR reste limité, sélectif et déterminé au cas par cas. À cet effet, il faudrait plafonner les ressources allouées aux BPR à 15 % de l'enveloppe des OR du FAD-12. L'introduction d'un plafond simplifierait la prise de décisions, qui se concentrerait alors sur l'alignement stratégique, la qualité et l'impact en matière de développement.

5. Recommandations

- 5.1 En somme, la Direction propose une réaffirmation de la sélectivité stratégique du Groupe de la Banque concernant les investissements dans l'infrastructure régionale, le renforcement des capacités et les biens publics régionaux. Pour répondre à la forte demande d'opérations régionales dans le cadre du FAD-12, le Fonds poursuivra ses efforts de collecte de fonds, notamment : i) en mobilisant des cofinancements ; ii) en encourageant le secteur privé et d'autres acteurs à investir pour l'intégration régionale de l'Afrique ; et iii) en accompagnant les investissements d'activités hors investissement, y compris le recours aux fonds fiduciaires bilatéraux et multilatéraux. Elle propose également le perfectionnement du Cadre des opérations régionales pour le FAD-12.

²⁶ Banque africaine de développement, 2008. Critères d'exemption du partage des coûts en cas de financement des biens publics régionaux admissibles (ADB/BD/WP/2008/183, 13 novembre). Voir aussi la note n° 18.

²⁷ Lors des consultations relatives au FAD-12, il a été décidé d'inclure une définition et des exemples de BPR dans le Cadre des OR. Dans la pratique, il a été très difficile de s'entendre sur une définition, d'établir un ordre de priorité pour les BPR et de limiter l'appui du Fonds aux BPR (comme prescrit par le rapport du FAD-11).

5.2 La Direction invite les plénipotentiaires à examiner et approuver les propositions ci-après :

- l'accroissement de l'enveloppe des opérations régionales pour le FAD-12 ;
- le renforcement de la sélection et la priorisation des opérations régionales proposées (dont les BPR) par un processus à deux étapes : i) la préparation des DSIR et ii) l'utilisation des critères établis pour filtrer des opérations régionales présélectionnées ;
- le renforcement de la qualité et de l'évaluation des résultats des OR de façon, notamment par l'adoption de mesures permettant l'amélioration permanente de la mise en œuvre et la performance de ces opérations ;
- le suivi, l'examen et la présentation systématiques de comptes rendus sur la performance des opérations régionales (par exemple, en leur consacrant une section de la Revue annuelle de la performance du portefeuille), au lieu de l'inclusion des OR dans le processus d'allocation des ressources basée sur la performance ; et
- le maintien du principe du partage des coûts à hauteur de 33 %, et du plafond de 10 % de l'allocation basée sur la performance pour les pays bénéficiant d'une ABP inférieure ou égale à 20 millions UC ; ainsi que le plafonnement des ressources pouvant être consacrées aux BPR pendant le FAD-12, à 15 % de l'enveloppe des opérations régionales.

Annexe I: Le Cadre des opérations régionales, la Stratégie d'intégration régionale et les Documents de stratégie d'intégration régionale de la Banque

Le Cadre stratégique et opérationnel du Groupe de la Banque pour les opérations régionales

D'après le Cadre des opérations régionales qui a été adopté en mars 2008, les opérations régionales du Groupe de la Banque mettra l'accent sur deux domaines stratégiques :

- l'infrastructure (surtout les transports, mais aussi l'énergie, l'eau et les télécommunications) ; et
- les biens publics régionaux (BPR), un domaine dans lequel le Groupe de la Banque encourage la coopération régionale pour faire face aux défis qui ne peuvent être surmontés ni par le financement privé ni par des pays faisant cavalier seul.

Le Cadre des OR insiste aussi sur le renforcement des partenariats avec les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé et les organisations régionales dotées de la capacité institutionnelle de développement et de mise en œuvre des OR.

Ce cadre repose sur les piliers suivants :

- Des *critères d'éligibilité* clairs en ce qui concerne les promoteurs des projets, leur engagement et le caractère régional des opérations ;
- quelques critères de priorisation, dont l'impact des opérations sur le développement et leur conformité avec les objectifs stratégiques de la Banque et des pays bénéficiaires ;
- une formule de financement selon laquelle les allocations du FAD aux pays couvrent une partie du coût des OR ; Cette formule lie les OR à la performance des pays et encourage ces derniers à participer aux OR en mobilisant les ressources nationales avec l'enveloppe régionale du FAD. Elle est suffisamment flexible pour intégrer des situations exceptionnelles comme les allocations à montant réduit et le financement des BPR.
- Une définition des BPR qui précise que les projets doivent être public et régionaux, et que la Banque doit cibler le stade initial des projets et corriger les facteurs dissuasifs.

Le Cadre des OR stipule en outre que celles-ci seront fondées sur les stratégies régionales faisant l'objet d'une appropriation suffisante aux niveaux national et régional, qu'elles seront rigoureusement classées par ordre de priorité et bien élaborées et que ces opérations et leurs résultats seront suivis et évalués de façon minutieuse.

La Stratégie d'intégration régionale du Groupe de la Banque pour 2009-2012

Le Conseil a approuvé la Stratégie d'intégration régionale en février 2009. Celle-ci confère un triple rôle au Groupe de la Banque : celui de financier catalyseur, de courtier du savoir et de partenaire au développement. Elle s'appuie sur les avantages comparatifs, les réalisations et l'expertise de la Banque, et reflète les contraintes régionales, nationales et opérationnelles qui pèsent sur les opérations régionales.

Elle est sous-tendue par deux piliers qui se renforcent mutuellement : l'infrastructure régionale et le renforcement des capacités institutionnelles, y compris la promotion des échanges. Ces piliers correspondent aux principaux domaines dans lesquels la Banque est particulièrement compétente et bien placée pour intervenir. Leur promotion passe par la prise en compte de certaines activités connexes — l'aide au commerce, l'infrastructure financière régionale et les BPR, entre autres — qui se réalisent mieux dans le cadre de partenariats stratégiques.

Documents de stratégie d'intégration régionale

Les Documents de stratégie d'intégration régionale (DSIR) ont été établis pour encadrer l'appui de la Banque au programme d'intégration régionale de l'Afrique. D'après la Stratégie d'intégration régionale, les quatre sous-régions faisant l'objet d'un DSIR sont : l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. La préparation des DSIR des quatre régions débutera en 2010.

Elle sera menée par les départements régionaux et le Département du NEPAD, de l'intégration régionale et du commerce. Le DSIR a pour principal objectif de fournir des analyses régionales pertinentes qui détermineront les perspectives et interventions stratégiques de la Banque. Un plan annoté de DSIR a été développé et un document d'orientation sera examiné avec le Conseil au

premier trimestre de 2010. Des enseignements seront tirés de l'analyse approfondie du portefeuille actuel d'opérations régionales.

Le processus d'élaboration du DSIR implique de vastes consultations, non seulement avec les communautés économiques régionales, mais aussi avec d'autres organisations africaines (l'Union africaine, le NEPAD, etc.), les pays membres régionaux, les autres bailleurs de fonds et parties prenantes et le secteur privé. Ces consultations tiendront compte et s'inspireront des stratégies continentales et sous-régionales, des plans d'action existants (à l'instar du Plan d'action à court terme du NEPAD et du Plan d'action pour l'Afrique) et des travaux en cours, comme l'étude du PIDA. Elles explorent également les possibilités de coopération. Ces concertations ont pour but de concevoir un programme indicatif d'assistance que les bénéficiaires partageront et s'approprieront, lequel privilégiera les domaines où la Banque peut produire de la valeur ajoutée. Le programme reflétera naturellement l'appui que la Banque peut fournir sous forme de ressources humaines, d'activités économiques et sectorielles, d'orientations politiques et de financements.

Les DSIR seront examinés en interne et validés à l'externe, avant d'être soumis au processus d'examen formel de la Banque, puis à l'examen et l'approbation du Conseil.

Annexe II: Informations supplémentaires sur les opérations régionales

Graphique II-1: La contribution du Groupe de la Banque aux corridors de transport pendant le FAD-11

AFRIQUE : PRINCIPAUX CORRIDORS ROUTIERS

AFRICA : MAIN ROAD CORRIDORS



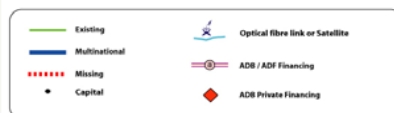
Note: Pour une description des projets, se référer au numéro correspondant au tableau II-4

Source: Consortium pour l'infrastructure en Afrique/Banque africaine de développement

Graphique II-2 : Contribution du Groupe de la Banque aux réseaux d'électricité pendant le FAD-11

AFRICA - POWER NETWORKS

AFRIQUE - RESEAUX D'ELECTRICITE



ADB financing	UMA - POWER \ REGIONAL
1	Algeria: PROJET DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE GAZ SONELGAZ I SONELGAZ II (USD 138 532 000)
6	Morocco: CENT THER SOL AIN BENI MATHAR (SUPPL.) ELECTRICITY VII \$1 069 343 USD INTERCONNECTION DES RESEAUX ELECTRIQUES MICRO CENTRALES HYDRO-ELECTRIQUES O.N.E. IV 11 448 000 USD 504 810 193 USD
7	Tunisia: Assainissement reseau distribution elec. projet d'electricite rurale (electrification IV) Electrification rurale - electrification IV Electrification rurale electrification IV Electrification rurale phase II Electrification en milieu rural (USD 276 Million)
9	Mauritania: Centrale electrique de nouakchott (USD 15 Million)

ADB financing	ECOWAS - POWER \ REGIONAL
11	Cameroun: Barrage de la Mape - year 1985 (USD 9.8 Million)
1	Centrafrique: PROJET D'ELECTRICITE 2 BARRAGE DE MBALI ENERGIA (USD 15.3 Million)
16	Gabon: Electrification de libreville (USD 6 Million)
1	Congo (RDC): Projet reha. Hydroelect INGA dia (gmele) Electrification rurale du bas Zaire Kinshasa Power network (USD 106.8 Million)

ADB financing	ECOWAS - POWER \ INTERCONNECTION NETWORKS
11	Ghana - Togo - Benin: Power Interconnect (UA 14 875 000 - USD 22 456 525) barrage hydro-electrique de NANGBETO (UA 8 556 183 - USD 8 957 896)
16	Nigeria - Togo - Benin: Power System Interconnection (UA 690 000 - USD 911 924)
16	Mali-Mauritanie - Senegal: OMVS energie (UA 26 Million - USD 35 Million) Electrical energy & traasms. invest. in OMVS M.C. (UA 600 400 - USD 909 000)

Private Sector Financing	
Cameroun:	programme d'investissement AES SONEL USD 90 980 204
Cote D'Ivoire:	Azito power project USD 12 773 157
Ghana:	Tema GEORGIC Power Plant USD 32 800 000
Madagascar:	SAHANIVOTRY SMALL HYDRO POWER USD 8 250 320
Nigeria:	Nigeria Liquefied Natural Gas USD 85 618 870
Senegal:	centrale thermique de Kouroune USD 10 755 595
South Africa:	eskom holdings limited USD 490 036 408
Tunisie:	Handibal oil and gas Field Devel. USD 150 000 000
Uganda:	BUJAGALI HYDROPOWER PROJECT USD 108 614 685
	USD 1 017 079 238

ADB financing	UMA - POWER \ REGIONAL
1	South africa: eskom holdings limited (usd 490 million)
1	Namibia: 400kv interconnector project - electricity i project (usd 5,659 million)
1	Malawi: rural electrification (usd 6,321 million) rural falls (usd 9 million) rural-rongwe electric lines (usd 6 million) tshepo falls hydro-electric (usd 3 million) (usd 20,568 million)
1	Mozambique: electricity iv project (usd 39 million) energy reform and access program (usd 15.7 million) rural electrification project (usd 14,325 million) electricity i project (usd 21,308 million) electricity i (usd 17 million) messager dam rehabilitation project (usd 2,139 million) (usd 112,267 million)
1	Zambia: victoria falls - kulima transmission line project (usd 6,909 million) kulima gorge restoration (usd 6,522 million) (usd 15 million)
1	Zimbabwe: electricity i (usd 14,800 million) power system rehabilitation (usd 18,650 million) (usd 33 million)
1	Swaziland: lyophio-ezulwini electricity (usd 6,167 million) electricity (usd 1,809 million) (usd 7,976 million)
1	Botswana: electricity network (usd 14,569 million)

ADB financing	ECOWAS - POWER \ REGIONAL
1	Senegal: Projet d'electricite rurale S.E.C.A. (PROGRAM D'AJUST SECTOR. POUR L'ENERGIE) REDR SECTEUR ELECTRICITE ELECTRICITE RURALE ET URBAINE ELECTRICITE DE SAINT-LOUIS (USD 49 Million)
1	Gambia: Rural electrification project Electricity project (phase II) Electricity distribution in banjul (USD 13.3 Million)
1	Bissau-Guinee: Rehab. - exten cent therm reseau distri Electrification de 7 centres urbains (USD 14.2 Million)
1	Sierra-Leone: Bumbuna hydro project - adf financing Bumbuna hydro-electric project Bumbuna falls hydro-electric project (USD 65 Million)
1	Liberia: GAS TURBINE (USD 1.3 Million)
1	Cote-Ivoire: AZITO POWER PROJECT PROGRAMME D'AJUSTEMENT SECTORIEL ENERGIE INTERCONNECTION ELECTRIQUE (USD 183.6 Million)
1	Burkina-Faso: PROJET HYDRO-ELECTR KOMPENGA (USD 21.6 Million)
1	Ghana: Tema osamor power plant Power system reinforcement project Bongo afofo electricity network Interconnection project (USD 110.7 Million)
1	Togo: Power Energy (USD 3.2 Million)
1	Benin: Electrification rurale Attribution d'etat et elect. de 9 districts Electrification contere (USD 43.8 Million)
1	Nigeria: NGA/TOGBEN POWER SYST.INTERC.PROJ. Nigeria Liquefied Natural Gas (USD 76.8 Millions)
1	Niger: Niger-ar-nel energies domestiques Sonitabar (year 1979) (USD 20.7 Millions)
1	Mali: Electricite Centre regional energies solaires (pre) Construction barrage de BELINGUE (USD 28 Million)

ADB financing	COMESA - POWER \ REGIONAL
1	Egypt: An Sakhsa Power Project Abu Qir 1300 mw steam power project El kummat co power plant project New and renewable energy Cairo west power station (suppl.) El kummat power plant project El arish power project Cairo west Damietta Electrification iv shoubra El khema Shoubra El khema power interconnection Rural electrification (phase II) Shoubra El khema power Electricity II (gas turbine) Power extension I,II (USD 1.8 Billion)
1	Sudan: Power Projects (years 1974, 1986) (USD 51 Million)
1	Ethiopia: Rural electrification Ethiopia-Djibouti interconnection Northern ethiopia power transmission project Power transmission (USD 324 Million)
1	Djibouti: DJIBOUTI - ETHIOPIA INTERCONNECTION - DJIB. EXPLORATION GEOTHERMIQUE (USD 25.3 Million)
1	Uganda: Mbarara tororo munda Busheira hydropower project Busigai interconnection project All energy resource assess. And utilization study Urban power rehabilitation project Extension oven falls generating station Institutional support grant for uds (USD 56 Million)
1	Kenya: KAMBERE HYDRO-ELECTRIC POWER (USD 21 Million)
1	Rwanda: Electrification six centres secondaires (USD 7.4 Million)
1	Burundi: Rehabil. et Exten. infrastructures elec. Projet hydro-Electrique De Rwigyira (USD 25 Million)
1	Tanzania: Electricity IV-V Mchuzuma colliery and thermal power station Zanzibar - pemba power system Rural electrification Kibahulu power transmission (USD 120 Million)
1	Madagascar: Sahanivotry Small Hydro Power (8.2 Million)

Note: Pour une description des projets, se référer au numéro correspondant au tableau II-4

Source: Consortium pour l'infrastructure en Afrique/Banque africaine de développement

Graphique II-3 : Contribution du Groupe de la Banque aux réseaux de TIC, à l'agriculture et au développement rural, ainsi qu'aux biens publics régionaux pendant le FAD-11

AFRIQUE - NTIC - RESEAUX HAUT DEBIT

AFRICA - ICT - BROADBAND NETWORKS



Note : Pour une description des projets, se référer au numéro correspondant au tableau II-4

Source : Consortium pour l'infrastructure en Afrique/Banque africaine de développement

Tableau II-4: Opérations régionales au titre du FAD-11

(Millions UC)

Titre du projet	Date d'approbation, secteur	Buts du projet	Pays / organismes participants	Partage des coûts/Bien public régional	Contribution totale du FAD (millions UC)	Cofinancement (millions UC)
1. Étude sur l'aménagement de la centrale hydraulique d'Inga et des lignes d'interconnexion y afférentes	30/04/2008 Infrastructures (énergie)	Déterminer la faisabilité du développement optimal du potentiel hydraulique de la centrale (en vue d'accroître la capacité installée de 1775 MW en 2007 à 6000 MW en 2015) et de la construction de 1400 à 6000 km de lignes de transport à très haute tension d'ici à 2015 pour répondre aux besoins d'électricité de la République démocratique du Congo et alimenter d'autres régions d'Afrique, afin de réaliser la sécurité et l'indépendance énergétiques du continent.	République démocratique du Congo	Partage des coûts	9.51	Gouvernement de la République démocratique du Congo (0,64), pools énergétique de l'Afrique (0,41)
2. Projet de développement du système de paiement de l'Afrique de l'Ouest	09/07/2008 Prêt d'appui à la gouvernance/aux réformes (renforcement des capacités de gouvernance)	Harmoniser et développer les systèmes de paiement de la Gambie, de la Guinée et de la Sierra Leone. La principale composante du projet est la mise en place d'un système de paiement de type règlement brut en temps réel (RBTR) dans les trois pays, un système de transfert de fonds de grande valeur en vertu duquel les intermédiaires financiers peuvent réaliser des transferts interbancaires. Les systèmes de compensation, les systèmes de traitement de chèques, les systèmes d'applications de banque centrale et les systèmes de compensation des valeurs mobilières des trois pays seront également développés et des équipements seront achetés pour moderniser les infrastructures des trois banques centrales. Ces travaux sont nécessaires pour la réussite de l'ouverture de la Zone monétaire d'Afrique de l'Ouest qui comprend aussi le Ghana et le Nigeria.	Institut monétaire de l'Afrique de l'Ouest	BPR	14.00	Banques centrales des pays bénéficiaires (1,62), banques d'affaires (1,94)
3. Programme africain de lutte contre l'onchocercose (Phase II et achèvement)	15/07/2008 Développement humain (santé)	Améliorer le bien-être des populations vivant dans les zones où l'onchocercose (ou cécité des rivières) est endémique en réduisant le nombre d'années de vie corrigées du facteur invalidité (DALY) et en augmentant la productivité (15 millions de DALY seront évitées d'ici à 2015). Protéger 98,7 millions de personnes exposées au risque de l'onchocercose dans la zone du projet en	Le Programme africain de lutte contre l'onchocercose, 20 PMR	BPR	15.00	Autres bailleurs de fonds [Banque mondiale, secteur privé (Merck & Co.), Agence des États-Unis pour le développement international, Koweït,

progressif)		réduisant le taux de prévalence de la cécité des rivières de 68 % entre 1995 et 2015, et le taux de démangeaisons graves causées par la cécité des rivières de 49 % en 2008 à 1 % en 2015. Assurer l'autogestion du traitement à l'ivermectin par 117 000 localités.				Pays-Bas et Arabie saoudite (40,9), gouvernements (7,82), ONG (11,49)]
4. Financement supplémentaire du projet d'interconnexion électrique Éthiopie-Djibouti	08/10/2008 Infrastructures (énergie)	Financement supplémentaire pour l'établissement d'un marché de l'électricité entre Djibouti et l'Éthiopie (les exportations de l'Éthiopie devraient passer de 0 MW en 2008 à 100 MW); l'élargissement de l'accès des populations à une électricité à prix abordable (électrification de 4 villes frontalières, construction de 607 km de lignes de transport, réduction des tarifs à Djibouti de 60 % d'ici à 2010) ; et le renforcement des capacités d'Ethiopian Electric Power Corporation et d'Électricité de Djibouti pour assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'interconnexion.	Djibouti et Éthiopie	Partage des coûts	20.92	Ethiopian Electric Power Corporation (10,11)
5. Programme de facilitation des transports sur le Corridor Bamenda-Mamfé-Abakaliki-Enugu	25/11/2008 Infrastructures (transports)	Accroître les échanges de 15% et renforcer la coopération entre les membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et ceux de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) en général, et entre le Cameroun et le Nigeria en particulier ; accroître l'efficacité de la chaîne logistique le long du corridor Bamenda-Enugu ; et améliorer les conditions de vie des populations de la zone du programme par i) le revêtement ou la reconstruction de 200 km de routes et la réalisation de travaux d'entretien sur 192 km de routes ; ii) la réhabilitation ou la construction d'infrastructures sociales et de marchés, comme des routes de desserte, des hangars, des zones de séchage des produits agricoles, et la construction d'infrastructures scolaires; iii) l'élimination des obstacles à la libre circulation des véhicules par la construction d'un poste frontalier commun, la réduction du nombre de postes de contrôle et le contrôle de la charge à l'essieu ; et iv) le renforcement des capacités des entités responsables du suivi et de la mise en œuvre du projet.	Cameroun, Nigeria et ECOWAS	Partage des coûts (Cameroun et Nigeria) ; bien public régional (ECOWAS)	204.80	Japan Bank for International Cooperation (27,36), Association internationale de développement (18,73), gouvernement du Cameroun (10,84), gouvernement du Nigeria (14,20), ECOWAS (0,80)

6. Appui au renforcement des capacités statistiques des PMR pour le suivi et l'évaluation des résultats des OMD	27/11/2008 Prêt d'appui à la gouvernance/aux réformes (renforcement des capacités de gouvernance)	Aider les PMR à satisfaire aux exigences en matière de données pour l'adoption de politiques et la prise de décisions efficaces et pour faciliter l'évaluation, le suivi et la diffusion des résultats, surtout en ce qui concerne les OMD, par : i) l'amélioration des systèmes statistiques ; ii) la réduction des erreurs d'enquêtes de 30 ou 40 % à 10 % ; l'organisation de 112 séances de formation/ateliers/séminaires ; et iv) le développement de 15 documents de formation dans le domaine des statistiques officielles.	51 PMR	BPR	17.85	BAD (5,75), PMR (16,00), ministère du Développement international du Royaume-Uni (5,00), Fondation africaine pour le renforcement des capacités (4,00), Banque islamique de développement (2,00), Japon (qui sera sollicité après l'approbation du Conseil)
7. Interconnexion des réseaux électriques des pays des Lacs Équatoriaux du Nil	27 novembre 2008 (99,77 millions UC approuvés : 15, 60 millions prévus pour 2010 Infrastructures (énergie)	Amélioration de la situation socioéconomique de la région en permettant aux populations d'avoir accès à une électricité à prix abordable grâce à l'intensification du commerce transfrontalier d'électricité. Le projet prévoit la construction et la rénovation de 769 km de lignes électriques de 220 ou de 110 kV et de 17 postes de transformation pour relier les réseaux électriques du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Rwanda et de l'Ouganda. Le taux d'accès à l'électricité devrait augmenter en moyenne de 9 % en 2010 à 13 % en 2015 et à 19 % en 2020 ; et le coût moyen par kWh devrait baisser de 20 centimes USD en 2008 à 8 centimes en 2020.	Burundi, Kenya, République démocratique du Congo, Rwanda, Ouganda et Initiative du bassin du Nil.	Partage des coûts (Burundi, Kenya, République démocratique du Congo, Rwanda, Ouganda) ; Bien public régional (Initiative du bassin du Nil)	115,37	Japan Bank for International Cooperation (37,48), Banque mondiale/Association internationale de développement (15,60), gouvernements du Burundi (0,02), de la République démocratique du Congo (0,05), du Kenya (1,90), du Rwanda (1,93) et de l'Ouganda (3,07), Initiative du bassin du Nil (0,38)
8. Étude concernant le pont ferroviaire Kinshasa - Brazzaville et la voie ferrée Kinshasa-Ilebo	03/12/2008 Infrastructures (transports)	i) Étudier la faisabilité, élaborer la conception finale et préparer les documents d'appels d'offres pour la construction d'un pont ferroviaire reliant Kinshasa et Brazzaville et ii) étudier la faisabilité d'une voie ferrée de 1015 km reliant Kinshasa et Ilebo. Ces infrastructures visent à accroître les échanges et à réduire le coût du transport ainsi que la durée du trajet entre les pays longeant le corridor.	République démocratique du Congo et République du Congo	Partage des coûts	5.00	Gouvernement de la République démocratique du Congo (0,37) et gouvernement de la République du Congo (0,07)
9. Programme de	11/12/2008	Inverser la dégradation et conserver durablement le lac Tchad pour assurer la sécurité économique des ressources	Commission du bassin du	BPR	30.00	Banque mondiale (6,94), Gesellschaft für

développement durable du bassin du lac Tchad	Agriculture et développement rural (environnement)	en eau fraîche des écosystèmes ; promouvoir la gestion intégrée et harmonieuse du bassin par l'adoption d'une charte de l'eau afin d'assurer le développement durable et l'utilisation équitable de ses ressources naturelles par chaque pays, tout en préservant les écosystèmes et la biodiversité ; renforcer la gestion des ressources en eau transfrontalières du lac Tchad ; contribuer à la réduction de la pauvreté dans cette zone.	lac Tchad, Cameroun, Niger, Nigeria, République centrafricaine et Tchad			die Technische Zusammenarbeit (1,23), Institut allemand des sciences de la terre et des ressources naturelles (2,10), Union européenne (3,51), Banque islamique de développement (12,24); gouvernement du Nigeria (3,05), pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad (0,60), bénéficiaires (0,40)
10. Appui aux activités de recherche et de renforcement des capacités du CREA	15/12/2008 Prêt d'appui à la gouvernance/aux réformes (renforcement des capacités de gouvernance)	Renforcer les capacités locales de recherches orientées vers les politiques sur les questions pertinentes pour les économies africaines ; accroître le pool de chercheurs de l'Afrique subsaharienne en menant des activités de formation, en encourageant les études universitaires supérieures et en renforçant les capacités des universités publiques locales.	Consortium sur la recherche économique en Afrique	BPR	1.00	-
11. Le projet routier Nyamitanga-Ruhwa-Ntendezi-Mwityazo	16/12/2008 Infrastructures (transports)	Renforcer la coopération et le commerce intracommunautaire entre le Burundi et le Rwanda de 10 à 20 % d'ici 2018 ; améliorer les conditions de vie des populations de la zone du projet en facilitant la circulation des biens et des personnes le long de la route. 101 km de routes seront bitumés, 60 km de routes rurales seront aménagés, les infrastructures socioéconomiques (centres de santé, écoles et marchés) seront préservées et remises en état. D'ici à 2013, la durée moyenne du trajet devrait baisser de 8 heures en 2004 à quatre heures, la durée de la traversée de la frontière sera réduite de 50 %, le taux d'accès aux infrastructures socioéconomiques s'améliorera de 10 % et l'accès aux centres de production et de commercialisation sera amélioré pour près de 3,2 millions d'habitants, dont 60 % sont des femmes.	Burundi et Rwanda	Partage des coûts	100.00	Gouvernement du Burundi (0,55) Gouvernement du Rwanda (0,73)

12. Programme multipays d'appui transitoire à la démobilisation et à la réintégration	25/02/2009 Développement humain (social)	Améliorer les perspectives de paix et de relance économique dans la région des Grands Lacs en contribuant à la réinsertion effective de 10 000 ex-combattants (dont 1725 femmes) dans leur communauté ; en facilitant le rapatriement de 7300 combattants étrangers ; en pourvoyant aux besoins de 2000 femmes et 500 enfants affectés par les conflits ; et en renforçant les structures nationales de désarmement, de démobilisation et de réinsertion par l'assistance technique.	Fonds fiduciaire du programme multipays de Programme multipays d'appui transitoire à la démobilisation et à la réintégration , Angola, Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Rwanda et Ouganda	BPR	14.00	Canada, Finlande, Italie, Norvège, Suède (2,31)
13. Programme de conservation des écosystèmes du bassin du Congo	11/03/2009 Agriculture et développement rural (environnement)	Conserver la deuxième forêt tropicale et le deuxième « poumon vert » de la planète après la forêt amazonienne ; contribuer à la gestion durable et concertée des ressources forestières et des zones protégées ; réduire la dégradation des écosystèmes ; améliorer les conditions de vie des populations et renforcer les institutions compétentes. Le programme devrait mettre au point des instruments de réponse à la dégradation persistante de cette forêt et au changement climatique.	Communauté économique des États de l'Afrique centrale, Commission des forêts d'Afrique Centrale	BPR	32.00	Communauté économique des États de l'Afrique centrale (5,00), bénéficiaires (0,28)
14. Projet d'appui au réseau de d'institutions africaines de sciences et de technologie	18/03/2009 Développement humain (éducation)	Créer un réseau d'institutions de sciences et de technologie dans la région de l'ECOWAS ; accroître le nombre de diplômés qualifiés en sciences et en ingénierie en renforçant les pôles d'excellence grâce au développement de leurs programmes et activités, l'offre de bourses et la construction et l'équipement des lieux de recherche, d'enseignement et de résidence. Le nombre de diplômés augmentera de 750 en 2009 à 1510 en 2012 ; le nombre de publications dans les revues scientifiques	Commission de l'ECOWAS, Université africaine de sciences et technologie, Institut international	BPR	12.00	-

		internationalement reconnues passera de 6 à 15 par an ; et le nombre de symposiums et d'ateliers et séminaires scientifiques augmentera de 4 à 10 par an.	d'ingénierie de l'eau et de l'environnement			
15. Projet de corridor routier de Nacala - Phase II	24/06/2009 Infrastructures (transports)	Doter le Malawi, la Zambie et l'intérieur du Mozambique d'un meilleur accès routier au port de Nacala ; améliorer les services de transport sur le corridor ; améliorer la compétitivité commerciale internationale des pays participants en réduisant le coût de l'activité économique ; étendre l'accès des populations de la zone du projet aux marchés et services sociaux et ainsi, contribuer à la réduction de la pauvreté, i) en construisant et en bitumant environ 361 km de route au Mozambique et au Malawi et ii) en sensibilisant les populations locales contre le VIH/SIDA et à la sécurité routière D'ici à 2015, les importations/exportations de marchandises au port de Nacala augmenteront de 0,9 million de tonne par an en 2009 à 1,6 million de tonne par an ; la part des coûts de transport et de transit dans les prix à l'importation et à l'exportation diminuera de 25 % ; la durée moyenne du trajet chutera de 36 à 6 heures ; le coût d'exploitation des véhicules par km diminuera de 36 % ; les taux de mortalité seront réduits de 2 points de pourcentage par an.	Malawi, Mozambique et Zambie	Partage des coûts	117.04	Japan International Cooperation Agency (51,83), gouvernement du Mozambique (25,48), gouvernement du Malawi (1,59)
16. Projet de corridor routier Mombasa-Nairobi-Addis-Abeba, Phase II	01/07/2009 Infrastructures (transports)	Promouvoir le commerce et l'intégration régionale entre l'Éthiopie et le Kenya i) en améliorant le corridor qui relie les deux pays, pour accroître le volume de marchandises éthiopiennes transitant par le port de Mombasa, ii) en élargissant les marchés au-delà des frontières nationales, et iii) en créant un cadre propice au développement du secteur privé et attrayant pour les investissements directs étrangers. Le projet contribuera également à la réduction de la pauvreté dans les deux pays en élargissant l'accès aux marchés et aux services sociaux pour les localités avoisinantes et en autonomisant les femmes et autres groupes défavorisés grâce à la mise en place de services et d'infrastructures socioéconomiques adéquats le long de la route. Le projet prévoit le bitumage de 438 km de routes ; la formation des cadres et du personnel des agences routières en gestion, suivi et évaluation des routes, en gestion financière et en passation des marchés ; et la sensibilisation des populations de la zone du projet et des usagers de la route à sécurité routière et contre les	Éthiopie et Kenya	Partage des coûts	210.00	Union européenne (76,00), gouvernement de l'Éthiopie (16,82), gouvernement du Kenya (26,18)

		maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH/SIDA. Les échanges entre l'Éthiopie et le Kenya devraient augmenter de 48 millions USD en 2007 à 200 millions USD (une croissance de 500 %) d'ici à 2017 ; le coût du transport au kilomètre devrait chuter de 20 % d'ici à 2011 et de 50 % d'ici à 2014 ; le temps de transit et de trajet entre Addis-Abeba, qui est actuellement de 5 jours, diminuera de 20 % d'ici à 2011 et de 60 % d'ici à 2014.				
17. Projet de route Ketta – Djoum et de facilitation du transport sur le corridor Brazzaville – Yaoundé	25/09/2009 Infrastructures (transports)	Faciliter les mouvements de biens et de personnes entre le Cameroun et la République du Congo ; améliorer la qualité des services de la chaîne logistique sur la route Yaoundé-Brazzaville ; et améliorer le bien-être des populations de la zone du projet par i) des travaux de grande et de petite envergure sur 504 km de route, y compris l'aménagement d'un espace pour l'installation d'une fibre optique ; ii) la réhabilitation des infrastructures sociales, notamment les écoles et les centres de santé ; iii) la construction et l'équipement d'un poste frontalier unique et la formation des autorités frontalières ; et iv) la sensibilisation des populations et des usagers de la route à la sécurité routière, à la protection de l'environnement et contre les infections sexuellement transmissibles, dont le VIH/SIDA. D'ici à 2014, le taux de transactions commerciales entre le Cameroun et le Congo augmentera de 4 % en 2009 à près de 15 % ; la vitesse moyenne du déplacement sur l'axe routier Yaoundé-Brazzaville passera de 30 km/h en 2009 à 80 km/h ; le coût moyen d'exploitation d'un véhicule diminuera de 816 FCFA/km en 2009 à 367 km/h ; la distance moyenne à parcourir à pied pour atteindre une route utilisable en toutes saisons baissera de 6km en 2009 à 2 km.	Cameroun et République du Congo	Partage des coûts	121.60	Gouvernement du Cameroun (6,59), gouvernement du Congo (80,88)
18. Projet d'Appui aux Infrastructures Rurales de la Région naturelle du Bugesera	25/09/2009 Agriculture et développement rural (agriculture)	Contribuer à la réduction de la pauvreté dans la région du Bugesera. Plus précisément, améliorer la sécurité alimentaire des 834 000 habitants en accroissant durablement la production agricole ; en construisant des infrastructures d'irrigation, des routes d'accès et des installations de stockage ; et en conservant les ressources en eau et les sols. 8 000 ha de lacs et de terrains marécageux seront protégés ; 3500 de terrains marécageux seront aménagés ; 1500 ha de terrains seront aménagés pour l'irrigation par rases ; 10 800 bovins et caprins seront distribués aux agriculteurs, dont 55 % aux femmes ; 100 km de routes d'accès rurales seront remis en	Burundi et Rwanda	Partage des coûts	30.00	-

		état; et 60 installations de stockage seront construites. Le pourcentage de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté devrait chuter de 60 à 40 % en 2020 ; le revenu moyen des bénéficiaires directs aura augmenté d'environ 1600 USD par an à l'achèvement du projet ; la production de céréales passera de 11 000 tonnes pendant la première année à 34 000 à 34 000 tonnes à l'achèvement du projet.				
19. Étude du projet de chemin de fer Dar Es Salaam-Isaka-Kigali/Keza-Musongati (Phase II)	17/11/2009 Infrastructures (transports)	Présenter une conception technique détaillée de la ligne de chemin de fer Dar es Salaam-Isaka-Kigali/Keza-Musongati ; préparer les documents de passation des marchés ; et recommander des modèles de partenariat public-privé pour le financement du projet et la gestion de l'infrastructure routière, en vue de réhabiliter, d'ici à 2018, les 970 km actuels de la ligne de chemin de fer Dar es Salaam - Isaka et de construire 700 km de lignes supplémentaires entre le Rwanda et le Burundi, pour diversifier les voies commerciales et développer les échanges régionaux.	Burundi, Tanzanie et Rwanda	Partage des coûts	4.95	Gouvernement du Burundi (0,083), gouvernement de la Tanzanie (0,083), gouvernement du Rwanda (0,084)
20. Appui institutionnel aux institutions météorologiques africaines	17/11/2009 Agriculture et développement rural	Développer les capacités de quatre centres climatiques d'Afrique et de quelques chercheurs africains pour produire des données et informations climatologiques exactes et les diffuser à travers les canaux appropriés à environ millions de personnes vivant dans 25 pays tributaires des secteurs sensibles au climat en Afrique. D'ici à 2012, 25 stations météorologiques terriennes et aérologiques seront remises en état, au moins un système efficace sous-régional d'alerte précoce sera mis en place dans chaque région (ouest, nord, centre, est et sud) et au moins 750 élèves, fonctionnaires et journalistes recevront une formation en matière de climatologie. D'ici à 2015, des scénarios climatiques grand public seront développés pour chacune des cinq régions et d'autres scénarios climatiques grand public et systèmes d'aide à la décision à l'échelle nationale et locale seront mis en place dans au moins 25 pays africains.	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement	BPR	20.00	Organismes bénéficiaires (4,23)
21. Étude d'aménagement hydroélectrique de Souapite	Prévu Infrastructure (électricité)	Produire des rapports de faisabilité, des ébauches détaillées et des documents de passation des marchés pour l'aménagement et la gestion du site hydroélectrique L'électricité produite par ce site sera transportée par un réseau de transmission d'électricité de 225 kV de la Guinée au Sénégal, en passant par la Gambie et la Guinée-Bissau. Une ligne de transmission de 225 kV fournira de l'électricité à la Sierra Leone.	Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sierra Leone et Sénégal	Partage des coûts	2.00	-

22. Corridor routier de Nacala (Phase II)	Prévu Infrastructures (transports)	Phase II du projet 15 ci-dessus : réhabilitation de 360 km de frontière en Zambie et bitumage et réhabilitation de 70 km de route au Malawi ; sensibilisation des populations vivant le long des routes à la sécurité routière et contre le VIH/SIDA.	Malawi, Mozambique et Zambie	Partage des coûts	54.00	-
23. Appui au Centre régional d'excellence des TIC	Prévu Développement humain (éducation)	Créer une institution d'enseignement supérieur et de recherche spécialisée dans la formation à partir du deuxième cycle universitaire, ainsi que le développement de compétences de haut niveau, de la recherche et de l'innovation dans les filières des TIC L'institution sera basée au Rwanda et aura un statut régional. Le FAD contribuera à la construction des infrastructures (bâtiments et autres installations) et fournira les équipements nécessaires.	Rwanda	BPR	10.00	-
24. Programme d'adduction d'eau et d'assainissement du lac Victoria	Prévu Infrastructures (eau et assainissement)	Aider 15 villes secondaires du bassin du lac Victoria à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'eau et d'assainissement et à assurer la durabilité des infrastructures physiques en améliorant la fourniture d'eau et de services d'assainissement, la gestion des déchets solides, l'évacuation des eaux dans des zones prioritaires, et en organisant des activités de renforcement des capacités et de formation	Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda	BPR	50.00	-
25. Étude du projet routier Ouesso-Ndjamen-Bangui	Prévu Infrastructures (transports)	Produire des rapports de faisabilité, des ébauches détaillées et des documents de passation des marchés pour la construction, la rénovation et la réhabilitation des tronçons manquants du corridor Ouesso-Bangui-Ndjamen de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale	République du Congo, RCA, Tchad	Partage des coûts	4.00	-
26. Étude relative à la navigation sur le fleuve Congo-Oubangui-Sangha	Prévu Infrastructures (transports)	Produire des rapports de faisabilité, des ébauches détaillées et des documents de passation des marchés sur l'élargissement et l'approfondissement du fleuve Oubangui, ainsi que la gestion de la voie navigable et des ports, en vue de redynamiser la navigation sur le fleuve.	République du Congo, République démocratique du Congo, République centrafricaine	Partage des coûts	4.00	-
27. Programme de production d'électricité de l'union du fleuve Mano	Prévu Infrastructures (énergie)	Construire 1360 km de ligne de transmission à haute tension et des sous-stations, pour faciliter la transmission de l'électricité et la distribution d'une électricité au prix abordable de la Côte d'Ivoire vers le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée. Enfin, aménager des sources de production d'énergie hydraulique dans la région.	Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Guinée et Liberia	Partage des coûts	30,00	Banque mondiale (91,00) Banque européenne d'investissement (68,00)

28. Étude du système intégré de paiement régional de la CAO (Communauté de l'Afrique orientale)	Prévu Gouvernance (renforcement des capacités)	Étudier la faisabilité de l'harmonisation des systèmes de paiement du Burundi, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Bien que tous ces pays disposent d'un système de type règlement brut en temps réel, lesdits systèmes ne sont pas encore harmonisés à l'échelle régionale.	Communauté de l'Afrique orientale	BPR	2,00	
---	--	---	-----------------------------------	-----	------	--

Notes : TIC = technologies de l'information et de la communication ; kV = kilovolt ; PMR = pays membre régional

Source: Banque africaine de développement

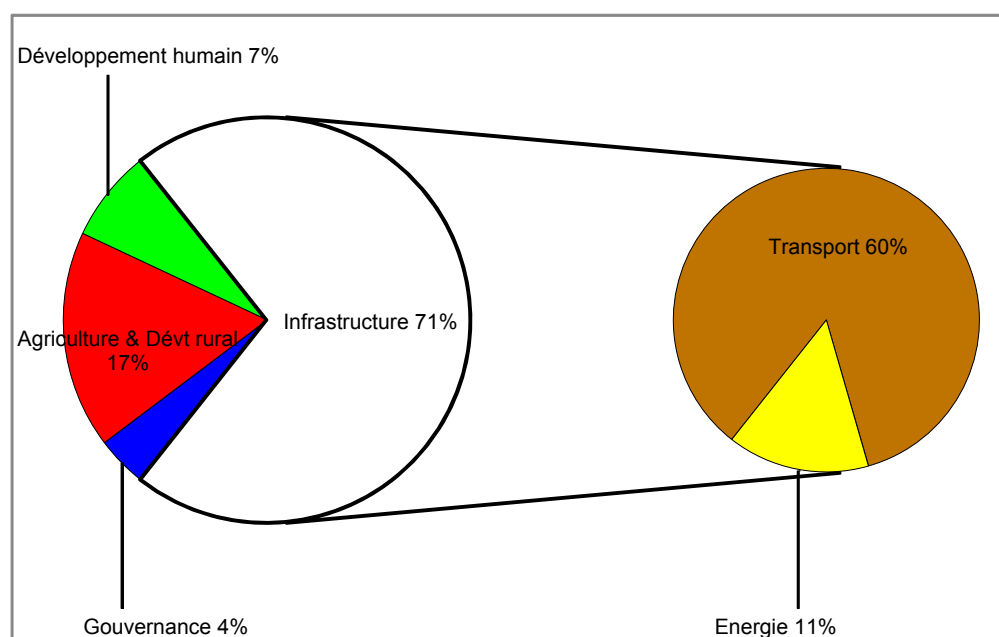
Tableau II-5 : Récapitulatif des opérations régionales approuvées au titre du FAD-10 et du FAD-11, y compris celles en réserve active

(Millions UC)

Secteur	FAD-10		FAD-11			
	Nombre	Total (de l'enveloppe des opérations régionales)	Nombre	Enveloppe des opérations régionales	Allocations des ressources basées sur la performance	Total
Agriculture et développement rural	6	84,29	4	113,48	11,13	124,61
Gouvernance	4	17,64	4	38,77	-	38,774
Développement humain	4	65,00	4	62,31	-	62,31
Infrastructure	20	407,49	16	748,92	346,24	1095,15
Total	34	574,43	28	963,48	357,37	1320,84

Note : Surcharge de dons incl. dans les chiffres du FAD-11.

Graphique II-6 : Répartition par secteur et par volume du portefeuille actuel d'opérations régionales du FAD



Source : Banque africaine de développement

Annexe III: Critères de la deuxième étape du processus de sélection et de priorisation renforcé

Qualité à l'entrée et état de préparation à la mise en œuvre, d'après les examens de la préparation

Les examens de la préparation font partie du processus interne d'élaboration, de revue par les pairs et de validation des projets de la Banque africaine de développement. Ils permettent à l'équipe de projet de déterminer s'il est nécessaire d'améliorer la qualité et l'état de préparation des opérations. Ce sont des évaluations approfondies de toutes les opérations en vue, menées au stade de la conception et au stade de l'évaluation par la Division du contrôle de la qualité qui exploite l'expérience acquise dans la passation des marchés, les États fragiles, l'intégration régionale et dans d'autres domaines, le cas échéant. Ces examens étudient plusieurs aspects de la qualité à l'entrée, dont l'alignement et la conformité stratégique de l'opération aux les priorités du pays et du Groupe de la Banque ; l'état d'avancement de précédentes opérations et les enseignements tirés de celles-ci ; la justification de la conception de l'opération et son appropriation ; l'orientation des résultats et l'évaluation des risques du projet ; les mesures de sauvegarde environnementale et sociale ; la gestion financière et la passation des marchés ; et les dispositions relatives à la mise en œuvre et à la durabilité du projet. Ces dernières sont particulièrement pertinentes pour les opérations régionales, car l'inexactitude des dispositions relatives à la mise en œuvre constitue généralement la principale cause des problèmes et des retards. Les résultats de l'étude et ses recommandations font l'objet de discussions et sont pris en compte par l'équipe du projet pendant la conception et l'élaboration. Les examens de la préparation sont complétés par une série de normes de qualité à l'entrée qui définissent les critères de bonne qualité pour chacun des aspects examinés.

Ces examens fournissent des informations dont la haute direction peut se servir pour déterminer quelles opérations sont prêtes pour la mise en œuvre lesquelles ont besoin d'être peaufinées.

Impact sur le développement

Pour définir les critères d'évaluation de l'impact des opérations sur le développement, la Banque africaine de développement s'inspirera des enseignements tirés de l'évaluation préalable des résultats escomptés qu'elle applique déjà à ses opérations du secteur privé. Cette évaluation examine les aspects suivants : la performance économique, la gouvernance, l'impact environnemental, l'incidence sur la société et sur les questions de genre, l'effet sur le développement du secteur privé et l'effet d'émulation, l'essor des entreprises, les infrastructures et la résilience macroéconomique. À partir de ces éléments, il est possible d'établir une fiche de suivi/de classement des rendements en matière de développement pour les opérations régionales (OR), sur laquelle les catégories de rendements sont explicitement ou implicitement évaluées par rapport aux priorités de la Banque. Même si toutes ces catégories sont pertinentes pour les opérations régionales, les deux dernières sont d'une importance capitale. En outre, les informations disponibles à la deuxième étape du processus de priorisation des OR étant limitées, un cadre simplifié est proposé. Il contient moins de catégories, lesquelles peuvent être évaluées juste en répondant par « oui » ou « non » : les évaluateurs s'appuieront sur le rendement attendu de chaque OR à la première étape pour déterminer si la préparation de l'opération doit se poursuivre. Il reviendra alors à la Direction de décider du maintien ou non de l'opération parmi les projets d'actualité.

Pour rendre la deuxième étape du processus de priorisation opérationnelle, il est indispensable que i) le cadre adopté soit développé en concertation avec les départements des opérations et soit une adaptation pratique du cadre actuel d'évaluation des rendements en matière de développement, et ii) des ressources humaines et financières suffisantes soient disponibles pour l'évaluation. Un niveau minimum d'information sera exigé sur les résultats et rendements attendus (par rapport à une situation de référence, comme la situation actuelle) dans les principaux domaines concernés par l'opération.

Changement climatique

L'adaptation restera l'élément le plus important de la réponse du FAD au changement climatique. Après le sommet de Copenhague, il est plus que jamais nécessaire de s'assurer que les fonds alloués aux institutions multilatérales contribuent au maximum à une croissance à faible émission de carbone. Dans le cas des opérations régionales du Fonds africain de développement, les investissements portent généralement sur la connexion aux réseaux électriques ou la construction de corridors de transports.

Les critères de gestion du changement climatique de la deuxième étape mettront l'accent sur les options à faible émission de carbone. À titre d'exemple, les investissements dans le secteur des transports privilégieront les projets ferroviaires et maritimes, au détriment des projets routiers²⁸. Lorsque la route constituera la seule option viable, des mesures d'atténuation des impacts sur l'environnement et de promotion des transports publics seront suggérées. Dans le cas de projets transfrontaliers, il serait préférable de réduire les délais d'attente aux postes douaniers pour réduire les émissions de CO₂ des véhicules lourds au ralenti.

Les investissements dans le secteur de l'énergie pourraient privilégier l'amélioration du rendement énergétique, la gestion de la demande, les énergies de substitution, et le financement des réseaux régionaux pour promouvoir les sources d'énergie renouvelable. En collaborant plus étroitement avec le Fonds pour l'environnement mondial et les fonds pour le climat, le FAD peut obtenir les ressources dont il a besoin pour supporter les coûts liés aux solutions écologiques.

²⁸ Une étude récente de l'institut de recherche sur l'énergie et l'environnement en Allemagne révèle que les émissions de CO₂ des transports ferroviaires et maritimes en Europe représentent entre la moitié et le tiers du total des émissions des véhicules gros porteurs.